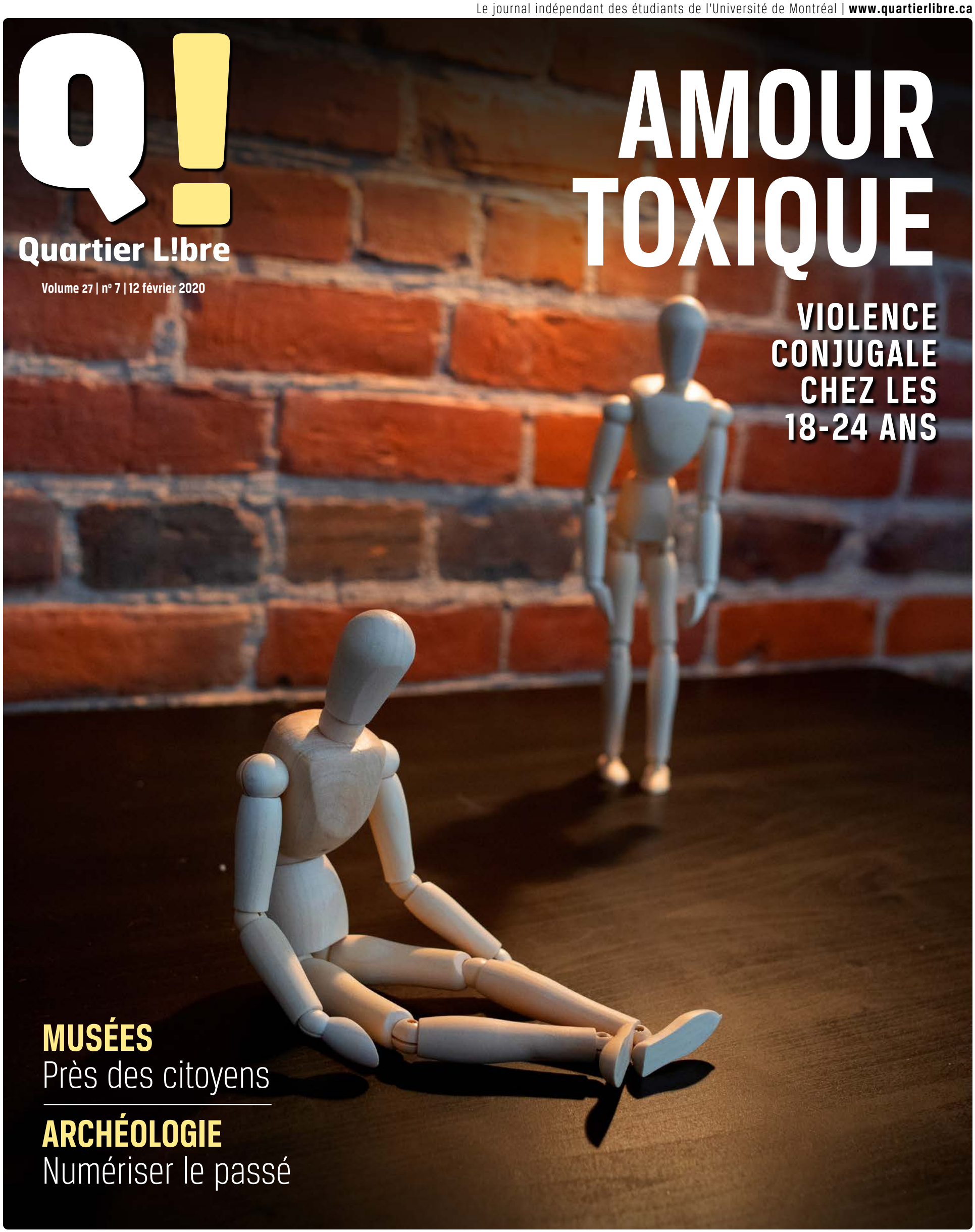
Le journal indépendant des étudiants de l'Université de Montréal | **www.quartierlibre.ca**



Q!
Quartier L!bre
Volume 27 | nº 7 | 12 février 2020

AMOUR TOXIQUE

VIOLENCE CONJUGALE CHEZ LES 18-24 ANS

MUSÉES
Près des citoyens

ARCHÉOLOGIE
Numériser le passé

FAÉCUM

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Antoine Bertrand Huneault
COORDONNATEUR AUX AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET AU DÉVELOPPEMENT
ad@faecum.qc.ca

LA FAÉCUM EN MODE ÉLECTIONS

Vous aimeriez vous impliquer afin de contribuer à améliorer la condition étudiante à l'Université de Montréal ? C'est le moment de passer à l'action, car la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) est présentement en période électorale!

Comme à chaque année, la FAÉCUM renouvelle son bureau exécutif et son conseil d'administration. La FAÉCUM a pour mission de défendre les droits et les intérêts des étudiantes et des étudiants, principalement aux niveaux social, économique, culturel et politique. Le bureau exécutif est responsable de la gestion quotidienne de la Fédération et de l'application des mandats qu'il reçoit des différentes instances de la Fédération. Le travail des personnes élues au conseil d'administration porte sur la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de la Fédération dans le respect des obligations imposées par la Loi ainsi que des différents textes règlementaires.

Dix postes du bureau exécutif et huit postes du conseil d'administration sont à pourvoir pour le mandat 2020-2021. N'attendez plus et posez votre candidature! La communauté étudiante a besoin de vous!

MODALITÉS DE SOUMISSION

Si vous êtes membre de la FAÉCUM et n'êtes pas employé ou employée de façon permanente par la Fédération, vous pouvez postuler pour l'un ou l'autre des postes du bureau exécutif, ou pour le conseil d'administration. Seule restriction pour les postes de coordination aux affaires académiques de premier cycle et aux affaires académiques de cycles supérieurs : être inscrit ou être inscrite à un programme du cycle pour lequel vous désirez vous présenter.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur candidature, accompagnée d'une lettre de présentation, à l'adresse ad@faecum.qc.ca d'ici le 6 mars prochain, à 17h00. Des détails supplémentaires sur la procédure de mise en candidature se retrouveront également dans l'avis électoral qui sera accessible sur le site de la FAÉCUM et envoyé aux membres au courant des prochains jours.

DATES IMPORTANTES

- 31 janvier : Ouverture de la période électorale
- 26 février : Soirée d'informations
  (détails à venir sur la page Facebook de la FAÉCUM)
- 6 mars : Fin de la période de mise en candidature
- 27 au 29 mars : Congrès général annuel de la FAÉCUM

Aimerais-tu faire partie de l'équipe de la FAÉCUM? C'est le moment de poser ta candidature !

L'UNION ÉTUDIANTE DU QUÉBEC, ELLE AUSSI EN MODE ÉLECTIONS

La FAÉCUM tient également à souligner que la période de mise en candidature pour les élections du comité de coordination de l'Union étudiante du Québec (UEQ) pour le mandat 2020-2021 est, elle aussi, officiellement commencée. Il s'agit d'une autre belle occasion de t'impliquer afin d'aider à améliorer la condition étudiante, non seulement dans ta propre université, mais aussi à l'échelle du Québec. Tu as jusqu'au 5 mars pour soumettre ta candidature pour l'un des neuf postes disponibles. Pour plus d'informations : **unionetudiante.ca/election-2020**.

CALENDRIER ÉLECTORAL DE LA FAÉCUM 2019–2020

31 JANVIER
Ouverture de la période électorale

26 FÉVRIER
Soirée d'informations

6 MARS
Fin de la période de mise en candidature

27-29 MARS
Congrès général annuel

Plus de détails à venir
FAECUM.QC.CA

FAECUM.QC.CA

ÉDITO

HISTOIRE DE VIOLENCE

EDOUARD AMPUY

Malgré le titre du journal et la date de la Saint-Valentin proche, ce numéro ne parle pas d'Amour. À la lecture de plusieurs de nos articles, vous y trouverez un dénominateur commun : la violence.

La violence se mêle aux différentes facettes de nos vies, elle s'immisce dans nos rapports personnels, amicaux ou professionnels. Comme indiqué dans nos pages, elle se retrouve au sein des couples, sur les bancs de l'université ou dans la rue. La violence est un outil pour se faire entendre, mais aussi un moyen de réduire au silence. Elle est subtile, se cache dans des réflexions quotidiennes accompagnées d'un sourire, mais elle est également primitive quand elle casse des vitrines ou des mâchoires. La violence peut être tant intentionnelle que provoquée par l'ignorance. Elle s'exerce tant dans le monde matériel que dans l'espace virtuel.

De ces nuances surgit une problématique : la violence est une histoire de point de vue.

Selon l'Institut national de santé publique du Québec, les enquêtes réalisées auprès d'échantillons représentatifs de la population repèrent de manière presque exclusive la violence situationnelle. Cela survient lors de conflits ponctuels entre deux partenaires et s'inscrit plutôt dans une dynamique violente de gestion des conflits. À l'image des acteurs Johnny Depp et Amber Heard dont le couple se déchire sur la place publique, le rôle de l'agresseur ou de la victime doit varier selon le point de vue de l'un ou de l'autre. L'actrice a révélé en 2017 des photos la montrant avec une ecchymose sur son œil droit. Victime n'est-ce pas ? Pourtant récemment des enregistrements ont été publiés où Amber Heard admet avoir frappé Johnny Depp, avant de laisser entendre qu'un tribunal ne prendrait jamais parti pour un homme dans une affaire de violences conjugales. Agresseur n'est-ce pas ?

Les agresseurs jouant la victime : un classique des manipulateurs. C'est une méthode aussi utilisée par l'ex-compagnon de Laura une étudiante de l'UdeM témoignant des agressions subies en trois ans de relation (p. 10), que par le chanteur québécois Éric Lapointe, accusé de violence conjugale et dont l'avocat a récemment déclaré *« Ce n'est pas facile pour M. Lapointe de vivre tout ça, tant économiquement que personnellement et socialement, ce n'est pas à oublier. »* Clairement cela ne devait pas être facile pour M. Lapointe d'avoir perdu son siège à l'émission La Voix, ou pire, de s'être fait attraper pour avoir frappé une femme. Tout est une question de point de vue, je vous dis.

En dehors du couple, nous retrouvons aussi cette pratique du côté du président des États-Unis, Donald Trump. À la suite de son acquittement, il a qualifié les dirigeants démocrates de *« vicieux et méchants »*. Venant d'un personnage aux propos misogynes et racistes, ayant qualifié plusieurs nations africaines de *« pays de merde »*, ou parlant d'attraper les femmes par la chatte (ne l'oublions pas), c'est un point de vue singulier.

Une blague pour l'un peut se vivre comme une agression pour l'autre, Mike Ward pourrait vous en parler.

Le racisme ordinaire, le poids des préjugés, l'étudiant huron-wendat à l'UQAM Arnaud Gigon-Rochette, rencontré à l'atelier *Mettre en action la réconciliation avec les Premiers Peuples,* nous en parle (p. 13). Cette violence prend la forme d'un poison insidieux, injecté par des petites phrases anodines du quotidien. Elle est le fruit d'un manque de compréhension et d'éducation et prend place au sein même d'un établissement universitaire. Difficile constat.

Selon l'étudiant, les blagues sur l'alcoolisme ou sur ses origines sont fréquentes. *« Je pensais que tu étais 100 % Québécois, comme nous »,* confie-t-il avoir déjà entendu. Ces personnes comprennent-elles la violence de leur propos ? Elles pensent surement être inoffensives, voire ouvertes à la discussion et à l'autre. En défendant leur point de vue, elles pourraient argumenter : *« Mais je ne suis pas raciste, j'ai un ami autochtone ! »*

Une blague pour l'un peut se vivre comme une agression pour l'autre, Mike Ward pourrait vous en parler.

Selon les militants antispécistes (p. 9), la violence se retrouve dans le traitement réservé aux animaux, leurs droits fondamentaux sont bafoués. « *Ce n'est pas de la nourriture, c'est de la violence !* », ont-ils scandé en investissant l'épicerie Rachelle-Béry à Montréal, dimanche après-midi. Alors eux-mêmes perpétuent le cycle et s'en prennent à des commerçants en les accusant de complicité de meurtre. La copropriétaire du restaurant Manitoba, Élisabeth Cardin, nous a expliqué avoir retrouvé de la colle dans sa serrure ainsi qu'une lettre. *« La lettre, un peu menaçante, disait qu'on avait du sang sur les mains, qu'on était complices du meurtre d'oies »,* décrit-elle. Qui violente quoi ?

Comme l'a démontré l'année 2019 en France, à Hong Kong, au Chili ou en Iran, la violence est utilisée comme un moyen d'expression, comme un mégaphone pour projeter sa voix et ses revendications. Dans certaines situations elle s'exprime par l'usage de projectiles ou cocktails Molotov lancés en direction des forces de l'ordre. Comment répondent ces dernières ? Avec ce même outil multifonction qu'est la violence, employé cette fois pour trancher les cordes vocales des mouvements et les réduire au silence. *« J'ai vu beaucoup de gens traumatisés par des charges antiémeutes, on peut vraiment subir de la violence psychologique »*, déclare un intervenant dans notre article sur la santé en manifestation (p. 7).

Planté sur notre perchoir, nous observons et selon notre sensibilité, nous prenons part aux conflits en adoptant l'un ou l'autre des points de vue. Chaque situation apporte son lot de nuances, la prise de position s'en trouve parfois difficile.

Plutôt que de tomber dans la facilité à observer l'histoire humaine et se dire « de toute façon l'humain est violent par nature », il convient peut-être de réaliser que l'humain est sorti depuis bien longtemps de sa forme primitive et est doté du libre arbitre.

Prochaines réunions de production : les mercredis 12 et 26 février à 16 h 00 au local B-1274-6 du pavillon 3200, rue Jean-Brillant.

Quartier L!bre

RÉDACTEUR EN CHEF
Édouard Ampuy
redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE SECTION

CAMPUS
Esther Thommeret
campus@quartierlibre.ca

SOCIÉTÉ
Marine Gachet
societe@quartierlibre.ca

CULTURE
Marc Boulanger
culture@quartierlibre.ca

Yasmin Awad, Camille Balzinger, Léa Beaulieu, Marine Bercovy, Ariane Bertrand, David Brosseau, Éléonore Escobar, Emma Guerrero Dufour, Amandine Hamon, Chloé Ketels, Maud Lamontagne-Létourneau, Dave Bryan Ngo Bayemeck, Maude Ouellet, Renaud Proulx

PHOTOGRAPHE DE LA UNE
Jacob Côté

PHOTOGRAPHE
Jacob Côté

INFOGRAPHE
Alexandre Vanasse

CORRECTRICE
Gaëlle Varnier-Brunet

RÉVISEURE
Amélie Bayeur

DIRECTRICE GÉNÉRALE
Marie Roncari

PUBLICITÉ
Accès-Média [accesmedia.com]

IMPRESSION
Hebdo-Litho

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : 514 343-7630
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site web : www.quartierlibre.ca
Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par Les Publications du Quartier Libre, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs.
Tirage de 6 000 exemplaires.

ADRESSE :
3200, rue Jean-Brillant
(local B-1274-6)
Montréal (Québec) H3T 1N8

DÉPÔT LÉGAL :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416

Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE TOMBÉE
17 février 2020

PROCHAINE PARUTION
26 février 2020

LES ORIGINES DE L'HUMANITÉ NUMÉRISÉES

L'ouverture d'un laboratoire de numérisation au Département d'anthropologie de l'UdeM permet d'analyser des ossements et des restes humains récupérés il y a plus de 30 ans sur le site de Shum Laka au Cameroun. L'utilisation des nouvelles technologies offre un meilleur aperçu des origines de l'humanité.

PAR RENAUD PROULX

« Lors des premières fouilles à Shum Laka, dans les années 1990, les techniques étaient moins avancées », affirme la professeure au Département d'anthropologie de l'UdeM Isabelle Ribot. Le nouveau laboratoire de numérisation du département, ouvert en novembre dernier, lui a permis ainsi qu'à ses collègues d'analyser les restes humains de plusieurs individus inhumés à Shum Laka il y a 8 000 et 3 000 ans.

Les installations ont pu voir le jour grâce à une bourse de 50 000 $ accordée par l'Université pour des projets d'innovation en technologie numérique.

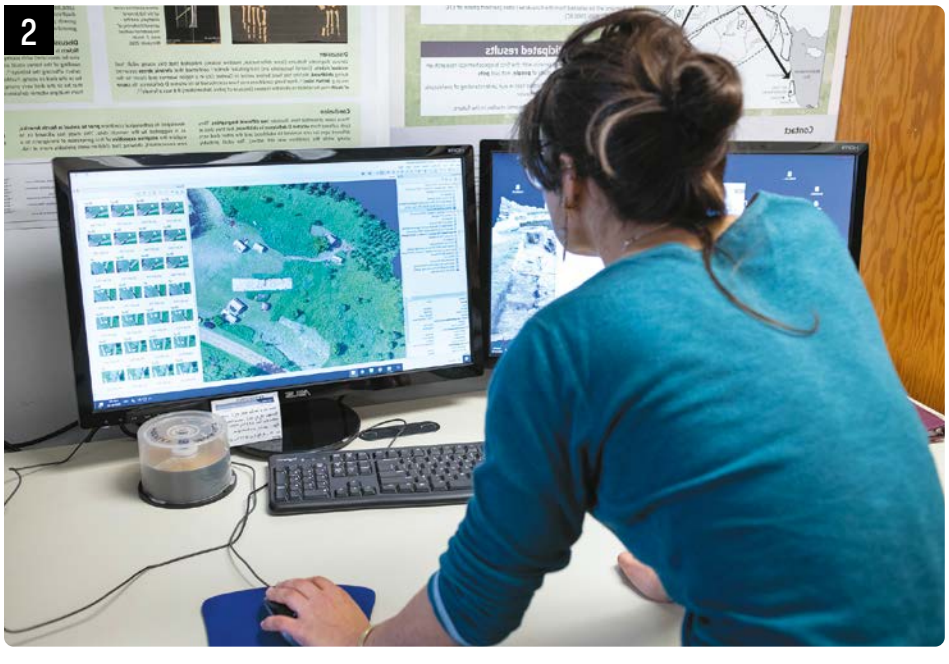
1

Photo : Courtoisie Isabelle Ribot

Laboratoire de numérisation

Sous la direction de Mme Ribot, l'étudiante à la maîtrise en anthropologie à l'UdeM Yassmine Ghalem est responsable de modéliser les individus de Shum Laka. *« J'applique la morphométrie, soit l'étude géométrique des objets, à partir des modèles 3D des ossements de Shum Laka. Ça permet de les comparer avec des individus plus modernes et pour voir s'il y a eu une évolution morphologique,* explique-t-elle. *Les modèles 3D nous permettent plus de manipulations, puisqu'on n'agit pas directement sur les individus. »* Yassmine se concentre particulièrement sur l'analyse des crânes et des dents.

L'étudiante souligne que le laboratoire de l'UdeM se spécialise en photogrammétrie, une technique de reconstruction numérique qui consiste à créer les modèles 3D à partir de photos d'un site archéologique ou de collections ostéologiques. *« C'est plutôt récent au Québec, alors qu'ailleurs en Europe, c'est plus répandu »*, précise-t-elle.



2

Photo : Jacob Côté

Grâce à ces technologies, Yassmine peut poursuivre ses recherches à Montréal, bien que les collections soient entreposées à Bruxelles.

Le laboratoire permet également de compiler les données biologiques afin d'observer une variation dans le temps. L'un des récents résultats obtenus induit que les descendants de la langue bantoue* actuelle ne seraient pas liés aux individus de Shum Laka.

Une démarche éthique

L'étudiante au doctorat en anthropologie Diane Martin-Moya a participé à la mise en place du laboratoire. *« Ce lieu permet d'ouvrir un axe de recherche pour améliorer la manière dont on étudie les restes archéologiques, les restes humains et potentiellement les collections ethnographiques »*, détaille-t-elle.

Diane souligne également que le laboratoire pourrait avoir un effet positif sur les communautés visées par les fouilles. *« Créer une copie conforme permet de rapatrier plus rapidement les objets d'études dans les communautés où ces derniers ont été prélevés »,* affirme-t-elle. L'étudiante collabore avec des chercheurs de Bruxelles au processus de rapatriement vers le Cameroun des collections de Shum Laka. Selon Mme Ribot, la numérisation des restes humains contribue à la recherche, mais fait aussi partie d'une démarche éthique.

*La famille des langues bantoues compte de près de 400 langues parlées par plus d'un tiers des Africains dans une vingtaine de pays, dont le Cameroun.

UNE ÉTUDE DE LA **GÉNÉTIQUE**

Une étude dirigée par la Harvard Medical School, à laquelle a participé Isabelle Ribot, a été publiée dans la revue *Nature* le 22 janvier dernier.

L'Afrique est considérée par les experts comme le point d'origine de l'Homo sapiens, et présente une diversité génétique unique au monde, selon Mme Rigot. Le climat représente toutefois un défi de taille pour les scientifiques, qui peinent à trouver des traces d'ADN en bon état.

L'ADN prélevé sur le site camerounais de Shum Laka est le premier à être analysé en Afrique de l'Ouest et l'un des plus anciens provenant de l'Afrique subsaharienne. *« Le site de Shum Laka est exceptionnel, puisque les restes humains de 18 individus sont très bien conservés pour une région tropicale, et ils témoignent d'une période de transition entre l'Âge de pierre et celui du fer,* explique Mme Ribot. *Aujourd'hui, on retourne sur ce site avec de nouvelles méthodes comme des analyses génétiques et chimiques, afin d'essayer de comprendre le régime alimentaire des individus et la mobilité de ces groupes. »*

Les analyses génétiques révèlent que les individus de Shum Laka appartenaient à une population distincte de celle qui peuple la région aujourd'hui. *« Ces découvertes sont surprenantes, puisque les individus ont peu d'affinités avec les populations actuelles de langue bantoue,* précise Mme Ribot. *Ils appartiennent donc à une diversité passée et éteinte, inconnue jusqu'ici. »*

L'étude est le fruit d'une collaboration internationale entre généticiens, archéologues et bioanthropologues. *« Ces découvertes permettent de mieux comprendre comment les lignées humaines se sont différenciées au fil du temps*, affirme la professeure. *Avec Shum Laka, on se rend compte que les lignées de chasseurs-cueilleurs d'Afrique de l'Ouest se sont différenciées il y a plus de 200 000 ans. »*

3

Photos : Jacob Côté

1. En 1994, une équipe d'archéologues a mené les premières fouilles du site de Shum Laka au Cameroun.
2. La doctorante en anthropologie, Diane Martin-Moya, procède à la photogrammétrie dans le nouveau laboratoire. Il s'agit d'une technique de reconstruction numérique permettant de créer des modèles en trois dimensions de restes humains retrouvés sur les sites archéologiques.
3. Les étudiants réalisent la numérisation en trois dimensions du crâne d'un rongeur retrouvé près d'un site archéologique à Pichelito au Guatemala.

#BENEVOLATFORT #VOLUNTEERSTRONG

Salut les étudiants!

Vous avez du temps libre cet été!

Joignez-vous à notre campagne #BENEVOLATFORT, seul ou avec un ami!

Remplissez les exigences
de bénévolat de votre programme d'études
Augmentez votre expérience
Améliorez votre CV — *Amusez-vous!*

514-694-5850

www.benevolepcbo.com

WEST ISLAND Citizen Advocacy
Parrainage Civique de la BANLIEUE OUEST
WICA • PCBO

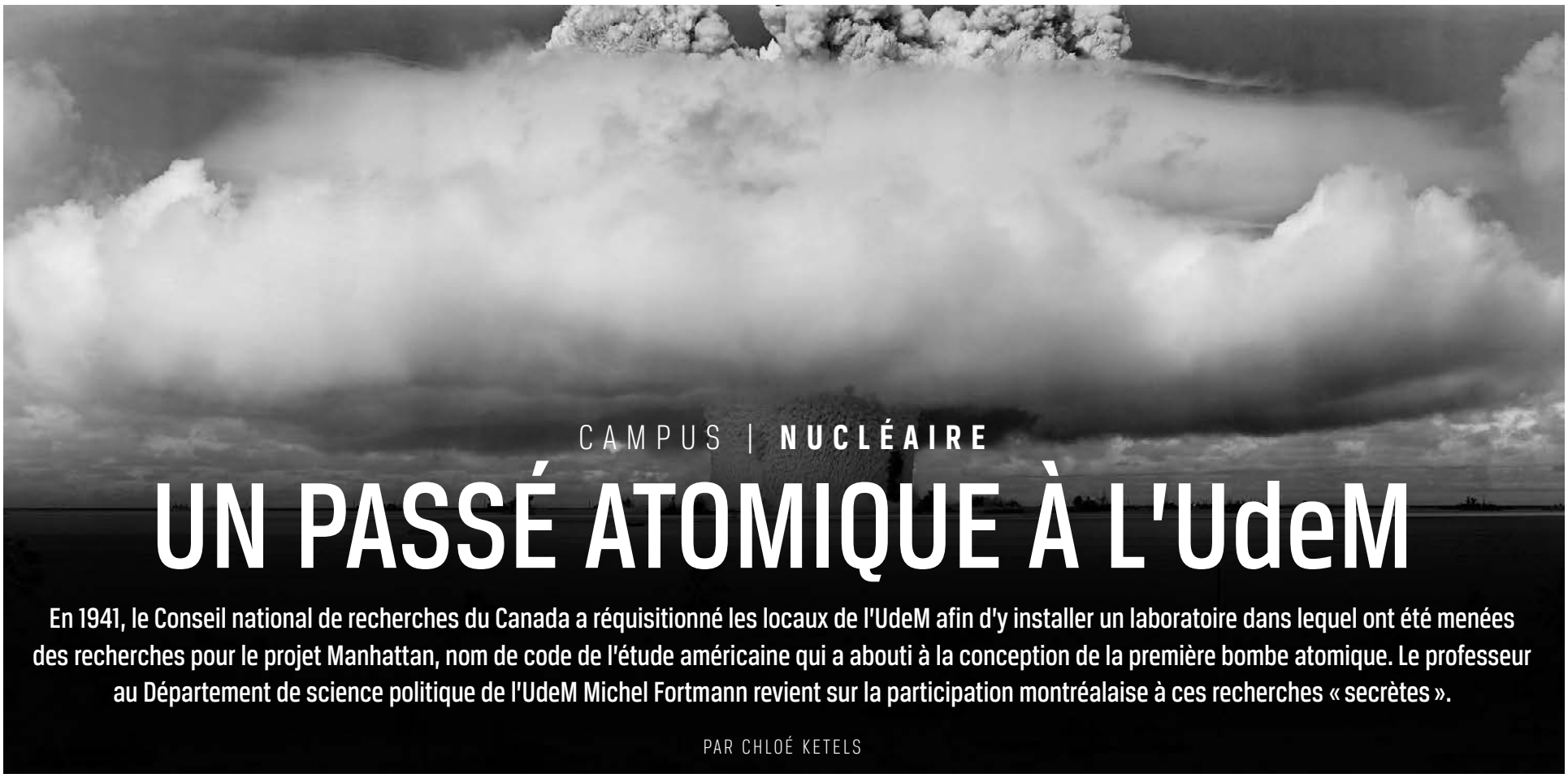


Photo : Pixabay.com

CAMPUS | **NUCLÉAIRE**

UN PASSÉ ATOMIQUE À L'UdeM

En 1941, le Conseil national de recherches du Canada a réquisitionné les locaux de l'UdeM afin d'y installer un laboratoire dans lequel ont été menées des recherches pour le projet Manhattan, nom de code de l'étude américaine qui a abouti à la conception de la première bombe atomique. Le professeur au Département de science politique de l'UdeM Michel Fortmann revient sur la participation montréalaise à ces recherches « secrètes ».

PAR CHLOÉ KETELS

***Quartier Libre* : Pourquoi la ville de Montréal a-t-elle été choisie pour l'implantation d'un laboratoire dans le cadre du projet Manhattan ?**

Michel Fortmann : Le laboratoire de Montréal a été créé en 1942, d'une initiative britannique, pour accueillir certains des physiciens qui avaient participé aux recherches entreprises en Grande-Bretagne sur la fission nucléaire. Environ 300 chercheurs y ont travaillé, notamment plusieurs scientifiques de haut niveau qui avaient fui l'Europe nazie. Mais les recherches effectuées à Montréal de 1942 à 1945 n'ont eu qu'un lien ténu avec la fabrication de l'arme nucléaire elle-même.

Pour l'essentiel, la production des matières fissiles et la mise au point des premières armes nucléaires s'est faite aux États-Unis, dans les installations d'Oak Ridge au Tennessee, à Stanford dans l'État de Washington et à Los Alamos au Nouveau-Mexique.

L'équipe de chercheurs montréalais a été tenue à l'écart du projet Manhattan, ce qui s'explique en particulier par la méfiance politique des Américains à l'égard des chercheurs étrangers, notamment français, dont on soupçonnait des affinités avec le communisme. Le laboratoire de Montréal permettait donc aux autorités américaines de garder leurs distances par rapport à des personnes jugées politiquement suspectes, tout en profitant marginalement de leurs travaux.

***Q.L.* : Qui étaient les chercheurs du laboratoire de Montréal et avaient-ils conscience qu'ils allaient contribuer à l'élaboration d'une bombe nucléaire ?**

M.F. : Plusieurs des principaux chercheurs de l'équipe avaient quitté l'Europe nazie. On peut mentionner des Français, tels que Hans von Halban, Pierre Auger et Bertrand Goldschmidt. Ce dernier deviendra par la suite l'un des pères du programme nucléaire français. Des scientifiques de ce niveau connaissaient probablement la nature du projet auquel ils participaient, mais ils n'en savaient certainement pas autant que les chercheurs de Los Alamos, qui se trouvaient au cœur du programme Manhattan.

***Q.L.* : L'UdeM n'avait donc pas connaissance de l'objectif des recherches menées dans ces locaux ?**

M.F. : Non, je ne pense pas. À part certains scientifiques eux-mêmes, qui devaient se douter qu'ils participaient à un projet plus ambitieux que ce qu'on leur avait dit. Je ne pense pas non plus que l'administration ou l'Université elle-même aient été dans le secret. Si dans l'histoire, une entreprise a été tenue particulièrement secrète, c'est bien le projet Manhattan.

***Q.L.* : Quelle a été la contribution montréalaise dans ce projet ?**

M.F. : La contribution du laboratoire au projet Manhattan a été très marginale. S'il est vrai que le Canada a contribué à la fabrication de l'arme nucléaire, c'est surtout en fournissant le minerai d'uranium, qui servira, d'une part, à la production d'uranium enrichi et, d'autre part, à la fabrication de plutonium, c'est-à-dire les deux matières fissiles nécessaires aux bombes d'Hiroshima et de Nagasaki.

En revanche, après la guerre, les recherches canadiennes ont été poursuivies dans les laboratoires de Chalk River, en Ontario, et ont donné lieu à la mise au point d'un réacteur nucléaire très performant, le CANDU.

Le Canada a ainsi développé son infrastructure nucléaire en se spécialisant dans la fabrication de réacteurs à eau lourde, fonctionnant à partir d'uranium naturel. Cette technologie fut d'ailleurs cédée à l'Inde dans les années 1950 et 1960. C'est le plutonium produit par un réacteur canadien qui a permis à ce pays de mettre au point sa première bombe nucléaire en 1974.

MANIFESTER SANS RISQUE

Le 5 février dernier, l'UdeM a organisé un atelier sur la santé et la sécurité en manifestation. L'objectif était d'informer les étudiants des potentiels risques d'un rassemblement citoyen et de leur donner des outils pour qu'ils puissent exercer leur liberté d'expression en préservant leur intégrité physique et mentale.

PAR ARIANE BERTRAND

« *Il y a beaucoup de gens très impliqués parmi les étudiants,* explique la secrétaire en communication de l'Association étudiante d'anthropologie de l'UdeM (AÉAUM) et coorganisatrice de l'atelier, Éléonore Guy. *C'est notre rôle, en tant qu'association étudiante, de les épauler et les outiller pour qu'ils puissent manifester.* »

> « *C'est important de connaître ses droits face aux policiers* [...] *si on choisit de s'impliquer dans des actions pouvant mener à des arrestations.* »
>
> Solène
> Membre du regroupement Extinction Rebellion UdeM

Des milliers d'étudiants ont manifesté le 27 septembre dernier pour dénoncer l'inaction des dirigeants politiques en matière de lutte contre les changements climatiques.

Photo : Romeo Macafico

Organisé en collaboration avec les associations étudiantes d'anthropologie et de service social de l'UdeM, l'atelier s'est inscrit dans le cadre de l'initiative *Pour réveiller les mobs*, qui a eu lieu du 27 janvier au 7 février derniers dans les différents cégeps et universités de Montréal (voir encadré). *« C'est vraiment pertinent de permettre aux étudiants de se renseigner sur la façon de manifester en sécurité en tant qu'association étudiante, de donner une plateforme où les activistes peuvent partager leur savoir sur la sécurité en manifestation »*, ajoute Éléonore.

Connaître les risques

L'un des membres du comité organisateur de *Pour réveiller les mobs*, Samuel*, précise que cette tournée des établissements s'articule autour de trois axes principaux : pratique, historique et enjeux actuels. *« L'atelier sur la santé et la sécurité en manifestation est né de considérations plus pratiques, comme sur la façon de faire pour ne pas s'épuiser ou pour éviter les violences physiques et psychologiques »,* précise-t-il.

Cette séance informe notamment les étudiants des différents risques qui peuvent surgir lors d'un rassemblement. *« Plus il y a de manifestants qui savent comment réagir aux situations risquées, par exemple en maîtrisant des bases de premiers soins, plus ils seront en sécurité »,* affirme Samuel.

Trois membres du regroupement d'Extinction Rebellion de l'UdeM, Solène*, Laurence* et Geneviève*, insistent également sur l'importance de se renseigner avant de participer à un évènement de désobéissance civile. *« Pour s'assurer de rester en sécurité, il faut connaître les organismes qui coordonnent et participent à l'évènement »*, détaille Solène.

Laurence estime qu'il est important de s'imposer des limites avant de se rendre sur le lieu d'un regroupement. *« Sinon, la pression du groupe peut nous pousser à faire des actions avec lesquelles on ne serait pas à l'aise en temps normal,* explique-t-elle. *Il faut se rappeler que personne ne va nous juger, tout le monde a ses propres limites. Par exemple, un étudiant étranger ne peut pas se permettre de se faire arrêter. »*

La santé mentale

L'atelier porte aussi sur les préjudices que les manifestations peuvent causer sur la santé mentale. *« J'ai vu beaucoup de gens traumatisés par des charges antiémeutes, on peut vraiment subir de la violence psychologique »*, déclare Samuel.

Pour Geneviève, la meilleure façon de lutter contre les abus psychologiques est de faire partie d'une communauté. *« Pour moi, faire partie d'une organisation qui tient à ses membres est très encourageant,* mentionne-t-elle. *Sans ça, il n'y a pas de lutte. »* D'après l'étudiante, manifester avec une organisation est plus sécuritaire et rassurant. C'est également le cas de Solène, pour qui participer en groupe aux évènements permet de retrouver des personnes qui partagent les mêmes anxiétés.

Connaître ses droits

D'après Éléonore, connaître ses droits et savoir dans quel mouvement les jeunes s'impliquent est primordial. Les interrogatoires lors des arrestations policières peuvent également constituer une source de détresse. *« C'est important de connaître ses droits face aux policiers,* insiste-t-elle. *Si on se fait arrêter, ils vont nous mitrailler de questions pour nous faire craquer. Il faut y être prêt, si on choisit de s'impliquer dans des actions pouvant mener à des arrestations. »*

* Ces personnes n'ont pas souhaité divulguer leur nom de famille pour assurer leur sécurité.

〉 POUR RÉVEILLER LES **MOBS**

Pour réveiller les mobs est une initiative étudiante autonome financée par différentes associations, qui propose aux étudiants de se rassembler et d'apprendre à se connaître en dehors de son établissement afin de partager des savoirs et connaissances sur ce qui fait la lutte et l'engagement associatif et politique.

« *L'idée derrière la tournée* Pour réveiller les mobs *part d'un constat : la dissolution de l'ASSÉ* (Association pour une solidarité syndicale étudiante) *et les difficultés récentes dans les campagnes de mobilisation obligent le milieu étudiant à réfléchir à certaines de ses pratiques et habitudes,* peut-on lire sur son site internet. *Nous cherchons à trouver d'autres façons de transmettre les savoirs pratiques et théoriques sur les luttes passées, en cours et à venir.* »

PHILANTHROPE SANS ARGENT

L'Association des jeunes philanthropes de l'UdeM (AJPUM) propose aux étudiants de démystifier la philanthropie. Le 6 février dernier, ses membres ont organisé une conférence sur les différentes pratiques altruistes à adopter autres que financières.

PAR MARINE BERCOVY

Faire don de soi, par son temps et non par de l'argent, telle est la vision de la philanthropie que l'AJPUM souhaite promouvoir auprès de la communauté étudiante. L'association fait le pont entre des organismes caritatifs et les étudiants qui désirent offrir leur aide. « *Juste en participant à nos activités, les étudiants comprennent la vision que l'on veut donner à la philanthropie*, déclare la membre de l'AJPUM Léa Poitout, également étudiante en sciences infirmières. *Notre but est de faciliter les activités bénévoles pour les étudiants.* »

> « *C'est juste la définition que les gens se sont appropriée, comme si donner son argent était assez.* »
>
> Léa Poitout
> Membre de l'Association des jeunes philanthropes de l'UdeM (AJPUM)

L'AJPUM propose des événements de bénévolats de manière hebdomadaire dans plusieurs organismes montréalais, comme la préparation et la distribution de nourriture à l'association Accueil Bonneau.

Un mythe à déconstruire

Pour l'AJPUM, le fait que la philanthropie soit réservée aux personnes fortunées est un mythe. Dans l'imaginaire collectif, faire don de soi revient à donner de l'argent. Pour la conseillère aux relations avec les diplômés à l'UdeM et intervenante pendant la conférence du 6 février, Lindsay-Dora Germain, ce stéréotype relève de l'histoire. *« Beaucoup de religieux faisaient la charité et on leur donnait de l'argent, car on considérait que c'était leur mission d'aider les gens »*, détaille-t-elle. Elle ajoute également que la valeur de l'aide se mesurait alors financièrement.

« *C'est juste la définition que les gens se sont appropriée, comme si donner son argent était assez »,* rappelle de son côté Léa. Selon elle, il n'est donc pas surprenant que la communauté étudiante puisse mal s'identifier au domaine de la philanthropie.

Un changement des mentalités

Mme Germain estime que les mentalités autour de la philanthropie ont tendance à changer. D'après elle, la relation que les gens entretiennent avec l'argent évolue et le désir d'avoir une réelle influence sur la société s'accentue.

Ainsi, la plupart des personnes qui effectuent un don d'argent souhaitent renforcer leur participation dans la cause qu'ils défendent. *« Quand on donne de l'argent, on est beaucoup plus conscient lorsqu'on sait à quoi il a concrètement servi »*, témoigne-t-elle. D'après la conseillère aux relations avec les diplômés de l'UdeM, s'engager dans les dons aide à élargir la définition de philanthropie. Un don aurait davantage d'effet si l'investissement financier était accompagné d'un suivi dans le temps et d'un appui plus concret.

Le bénévolat comme philanthropie

Selon Léa, la philanthropie est généralement associée à l'argent, ce qui explique que les individus aient tendance à ignorer que le bénévolat est aussi une application concrète de cette philosophie. *« On ne distingue pas les deux : si tu fais beaucoup de bénévolat, tu fais partie du domaine de la philanthropie »*, affirme-t-elle.

> *« On ne distingue pas les deux : si tu fais beaucoup de bénévolat, tu fais partie du domaine de la philanthropie. »*
>
> Léa Poitout
> Membre de l'Association des jeunes philanthropes de l'UdeM (AJPUM)

« Il ne faut pas hésiter à faire preuve de spontanéité et à contacter des organisations qui nous parlent », estime Lindsay-Dora Germain. D'après elle, si les étudiants comprennent qu'investir un peu de temps peut affecter positivement la vie d'une personne, ils pourront retirer beaucoup de satisfaction en s'impliquant bénévolement, même de manière ponctuelle.

L'étudiante en relations industrielles, Maëlle Reveau, affirme avoir découvert le sens du mot philanthropie grâce à l'AJPUM. Selon elle, si les étudiants se reconnaissent mal dans cette pratique, c'est surtout par peur de l'inconnu. *« Peut-être parce qu'ils n'ont jamais vraiment vécu d'expériences de bénévolat et ne savent pas du tout ce qu'ils peuvent recevoir des autres »,* témoigne celle qui a participé à la conférence du 6 février dernier.

C'est en s'impliquant dans une cause qui lui est chère qu'elle a vraiment pris goût à l'implication bénévole. *« Une chose est sûre, c'est qu'une fois que tu commences à t'engager et à t'impliquer, tu ne peux plus t'arrêter ! »*, affirme-t-elle. D'après son expérience, il s'agit donc surtout d'une question de volonté et d'organisation.

Une diversité d'implications

La communauté étudiante possède divers moyens d'aider son prochain, sans impliquer d'argent. Selon Mme Germain, prendre part à des organismes à but non lucratif constitue l'un des engagements possibles.

Participer au conseil d'administration d'une organisation serait une précieuse façon d'aider. *« Cela aide des organismes qui n'ont pas les moyens de grandir*, explique-t-elle. *S'engager dans les associations étudiantes est une première introduction à l'implication dans quelque chose auquel on croit. »*

L'Université contient un large ensemble d'associations et d'organisations œuvrant pour des causes variées, telles que Greenpeace, l'Unicef ou l'ONU Femmes. Mme Germain précise que leur nombre permet aux étudiants de trouver plusieurs causes inspirantes.

RÉCONCILIATION À L'UDEM

Le 31 janvier dernier, les Services aux étudiants (SAÉ) de l'UdeM ont offert pour la première fois l'atelier *Mettre en action la réconciliation avec les Premiers Peuples*, dans le cadre du programme Leadership étudiant. Une occasion de déconstruire les mythes et les stéréotypes qui pèsent sur les étudiants autochtones.

PAR ÉLÉONORE ESCOBAR

« Je voulais créer un espace sécuritaire où les étudiants peuvent apprendre à déconstruire les mythes et à poser leurs questions sans redouter de blesser quelqu'un », explique l'agent de liaison en soutien à la communauté étudiante autochtone au sein des SAÉ de l'UdeM, Samuel Rainville, animateur lors de cet atelier.

> *« Quand je sors avec des amis, on me fait souvent des blagues sur l'alcool et l'alcoolisme. »*
>
> Arnaud Gigon-Rochette
> Étudiant huron-wendat à l'UQAM

« Il est commun d'entendre de la part d'enseignants ou de collègues "tu n'as pas l'air autochtone ", ou alors "À quel pourcentage es-tu autochtone ?" », déplore M. Rainville. Ces questions, pour lui, restent lourdes de sens, car c'est une manière de remettre continuellement en cause l'identité des étudiants des Premiers Peuples.

Des stéréotypes encore courants

L'atelier est apprécié des participants, comme l'étudiante en études cinématographiques à l'UdeM, Ginger Le Pêcheur. *« Pendant l'atelier, j'ai appris beaucoup sur les lois et le fonctionnement des réserves autochtones,* souligne-t-elle. *Par exemple, je ne savais pas qu'il était vraiment difficile, voire impossible, d'être propriétaire de sa maison dans les réserves. »* Pour cette étudiante originaire de France, tant le contenu que la forme de l'atelier se sont avérés intéressants. *« Avoir en face de soi une personne issue d'une communauté autochtone, et jeune en plus, comme Samuel, nous offre un autre regard, moins théorique et plus humain. »*

Durant la séance, les stéréotypes les plus courants, comme la question de l'alcoolisme ou encore le mythe des taxes que les communautés autochtones ne paieraient pas, sont expliqués et déconstruits un par un.

« Quand les autres étudiants apprennent que je suis autochtone, ils me disent souvent : "Je pensais que tu étais 100 % Québécois, comme nous", confie Arnaud Gigon-Rochette, étudiant huron-wendat à l'UQAM. *Et quand je sors avec des amis, on me fait souvent des blagues sur l'alcool et l'alcoolisme. »*

Photo : Jacob Côté

L'agent de liaison en soutien à la communauté étudiante autochtone, Samuel Rainville, a été formateur lors de cet atelier.

Selon lui, ces petites phrases, qui peuvent paraître anodines, s'entendent au quotidien, même dans le cadre universitaire. *« On me dit souvent : "Tu n'es pas plus autochtone que nous, ce n'est pas juste que tu ne paies pas de frais de scolarité et nous oui" »* développe Arnaud, fatigué de devoir se justifier. L'étudiant pense qu'il existe un manque de compréhension et d'éducation chez les jeunes.

Des barrières à faire tomber

« Le tout vise à faire de l'UdeM un milieu plus inclusif aux réalités diverses des Premiers Peuples, précise M. Rainville. *Parfois, on ne se rend pas compte, mais l'éducation donnée à l'UdeM est une éducation allochtone, qui ne répond pas forcément aux besoins autochtones. »* Pour cet Innu de Pessamit, plusieurs disciplines enseignées, telles que la criminologie, les sciences sociales ou politiques, auraient besoin d'aborder les problématiques autochtones. *« Comme on ne parle pas, ou peu, des questions autochtones dans les cours, si des étudiants désirent retourner dans leur communauté après leurs études, il est peu probable que leur formation soit en adéquation avec les besoins de celle-ci »,* poursuit-il.

Il pense aussi qu'une autre barrière importante est celle de la langue. Certaines communautés, comme celle atikamekw, parlent encore beaucoup leur langue. Pour les étudiants qui en sont issus, le français est leur deuxième langue. *« Il peut y avoir un décalage que l'université considère plus comme un retard ou des faiblesses dans l'éducation,* explique M. Rainville. *On devrait pouvoir comprendre ces réalités et leur offrir des outils en plus. Être ainsi en adéquation avec eux, au lieu d'être dans l'adaptation. »*

Selon l'agent de liaison, ces différentes barrières expliqueraient, entre autres, le faible nombre d'étudiants des Premiers Peuples à l'université, qu'il estime à une cinquantaine à l'UdeM.

Des solutions

Certaines mesures sont mises en place à l'Université pour les Premiers Peuples et avec leur aide. L'atelier du 31 janvier est l'une d'entre elles. *« Je le verrais bien comme un cours obligatoire en première année,* soutient Ginger. *Je pense que cela changerait beaucoup de choses et ouvrirait les perspectives des gens. »* Arnaud, qui regrette qu'encore aujourd'hui, l'histoire des Premiers Peuples du Québec ne soit pas assez connue, partage ce point de vue. *« Ce genre d'ateliers est désormais nécessaire pour que les choses changent vraiment*, ajoute-t-il. *Et cela, pour tous les étudiants de toutes les universités. »*

Sur le plan institutionnel, un centre étudiant des Premiers Peuples a été mis en place. Il leur donne facilement accès à de l'information sur les perspectives de carrières ou encore sur les services auxquels ils ont droit, comme le Salon Uatik, réservé aux étudiants autochtones. *« Le nouveau centre étudiant des Premiers Peuples représentait déjà une belle réussite, et en plus, il y a un grand mouvement institutionnel qui se trame*, s'enthousiasme M. Rainville. *L'UdeM réfléchit depuis 2016 à un plan d'action pour améliorer l'accueil et l'expérience des étudiants autochtones. »* Le plan en question n'est pas encore adopté, mais il est finalisé et visible sur le site internet Place aux Premiers Peuples de l'UdeM. Coconstruit avec les Premières Nations et les Inuits, il propose plusieurs champs d'action tels que la reconnaissance, le recrutement de personnel autochtone ou le partage de savoir.

AMOUR TOXIQUE CHEZ LES ÉTUDIANTS

Plusieurs études dévoilent que les jeunes adultes âgés de 18 à 24 ans sont parmi les plus exposés à la violence conjugale. Un rapport de domination au sein du couple se manifeste sous différents aspects, qui affectent l'intégrité physique et mentale.

PAR YASMIN AWAD, EN COLLABORATION AVEC MARINE GACHET

L'étudiante au baccalauréat en psychoéducation à l'UdeM Laura[1] a été victime de violence conjugale lors d'une relation de trois ans avec un garçon, de ses 17 ans à ses 20 ans. *« C'est après la première année que la violence est arrivée »,* livre la jeune femme. Elle précise qu'elle a subi deux fois des violences physiques et que le reste du temps, la violence était morale, à coup de reproches et d'humiliations. *« C'était un cercle vicieux, parce que dès que je m'éloignais, il revenait, il pleurait, et comme moi j'étais attachée, je pardonnais, et ça recommençait »*, se rappelle-t-elle. Laura a mis fin à cette relation il y a deux ans.

> *« Comme moi j'étais attachée, je pardonnais, et ça recommençait. »*
>
> Laura
> Étudiante et ancienne victime de violence conjugale

« Chez les jeunes, les risques de victimisation sont plus élevés pour l'ensemble des manifestations criminelles, et les comportements violents sont aussi plus fréquents, souligne le professeur agrégé en criminologie à l'UdeM et chercheur associé au Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes, Frédéric Ouellet. *La violence conjugale n'échappe pas à ce phénomène global. »*

Selon les statistiques de 2015 du ministère de la Sécurité publique du Québec, 21 % des victimes d'infractions commises dans un contexte conjugal sont âgées de 18 à 24 ans. Cette tranche d'âge est ainsi la deuxième la plus touchée après celle des 30-39 ans, qui représente 29,7 % des victimes.

La travailleuse sociale et responsable du soutien clinique et de la formation à l'organisme SOS violence conjugale, Claudine Thibaudeau, soutient que cette violence peut être causée durant la jeunesse par manque de développement personnel. *« On n'arrête pas d'évoluer à 18 ans,* explique-t-elle. *On continue toute notre vie à grandir, à s'enrichir. En vieillissant, on s'assagit, ce qui pourrait expliquer en partie un taux de violence plus élevé durant la jeunesse. »*

Photo : Jacob Côté

> *«Dans les trois semaines qui ont suivi le lancement de cette campagne, on a reçu une quinzaine de demandes supplémentaires par jour à SOS violence conjugale. »*
>
> Claudine Thibaudeau
> Travailleuse sociale à SOS violence conjugale

Mme Thibaudeau expliquerait également cette prévalence chez les jeunes par la mise en place des rapports de domination au sein du couple. « *La violence conjugale sert à imposer un rapport de pouvoir : une personne décide tout et l'autre obéit »,* détaille la travailleuse sociale. D'après elle, ce schéma est plus fréquent entre 18 et 24 ans, puisqu'à un âge plus avancé, ce rapport est souvent déjà installé.

La victime agirait alors de manière à éviter de mettre en colère son agresseur, dans le but de réduire les conflits. Toujours selon les statistiques du ministère de la Sécurité publique du Québec, la part des 40-49 ans parmi les victimes d'infractions commises dans un contexte conjugal tombe à 18,3% et la part des 50-59 ans diminue à 7,9%.

32,5%[2]

des séquestrations dans un contexte conjugal sont subies par les 18-24 ans

M. Ouellet avance que les formes de violences sont diverses et diffèrent d'un couple à l'autre. *« Si on prend l'échantillon de 75 femmes avec lequel je travaille, les patrons de violence qu'on obtient sont complètement éclatés*, précise-t-il. *Il y a des mois sans violences, des mois avec violences économique et sexuelle, puis avec violences économique et psychologique sans violence sexuelle. »* Le chercheur ajoute que le degré d'intensité de ces violences peut également varier d'une période à l'autre.

Les 18-24 ans seraient les plus touchés par les enlèvements et les séquestrations dans un contexte conjugal. Les statistiques dévoilent

en effet que 53 % des enlèvements touchent les 18-24 ans, contre 26,7 % pour les 30-39 ans, et 32,5 % des séquestrations concernent des victimes âgées de 18 à 24 ans, contre 24,9 % concernant les 30 à 39 ans.

La violence psychologique

D'après Mme Thibaudeau, la violence conjugale serait souvent psychologique chez les jeunes. Elle se manifeste par le verbal et notamment par les messages textes, le téléphone étant le principal outil de communication chez les jeunes adultes. Selon elle, les insultes et les menaces deviennent alors plus difficilement reconnaissables par les victimes. *« Les gens vont avoir le réflexe de croire que ce n'est pas violent, que c'est juste quelqu'un qui a un caractère intense, ce qui mène à la banalisation de ces formes de comportement,* explique la travailleuse sociale. *Ceci fait en sorte que les victimes ne reconnaissent pas la violence de ces actes et que les agresseurs n'ont pas de raisons de se sentir obligés d'arrêter. »* Cette situation peut mener à des formes de violence plus sévères, d'ordre physique et sexuel.

En 2015, les femmes étaient victimes de

78 %

des infractions commises dans un contexte conjugal, contre

22 %

pour les hommes.

Laura a reçu des messages téléphoniques violents. *« Il y avait des messages où il m'insultait, il y en a eu tellement que je ne me souviens pas d'un message précis*, révèle l'étudiante. *Quand je les recevais, ça me rendait vulnérable et je me sentais coupable. »* L'étudiante considère que cette violence écrite peut davantage affecter que la violence orale. *« Avec les textos, je pense que la violence reste matériellement, car on peut les relire, et donc encore culpabiliser, alors qu'en face à face, on peut oublier ce qui a été dit exactement »*, avance-t-elle.

19,5 % des appels téléphoniques indécents ou harcelants de la part d'un conjoint ou d'un ex-conjoint sont subis par des jeunes de 18 à 24 ans, ce qui fait d'eux la troisième tranche d'âge la plus touchée après celles des 30-39 ans (27,4 %) et des 40-49 ans (22 %), selon les statistiques du ministère de la Sécurité publique du Québec.

53,3%

des enlèvements dans un contexte conjugal sont subis par les 18-24 ans.

« C'est pas violent ! »

SOS violence conjugale a créé la plateforme interactive « C'est pas violent ! », qui simule des conversations textes avec un partenaire agressif. Cet outil a pour but de placer les utilisateurs dans les souliers de la victime et de leur apprendre à mieux reconnaître la violence conjugale. Ils ont l'option de choisir une réponse à destination du partenaire agressif, jusqu'à ce que la conversation se termine pour laisser place à des fiches informatives sur les formes de violence présentes dans la conversation.

« Dans les trois semaines qui ont suivi le lancement de cette campagne, on a reçu une quinzaine de demandes supplémentaires par jour à SOS violence conjugale, annonce Mme Thibaudeau. *Aussi bien des victimes que des agresseurs sont venus vers nous. »* Selon elle, ce chiffre est significatif, dans la mesure où l'organisme reçoit en moyenne 80 demandes par jour.

Se faire aider à l'Université

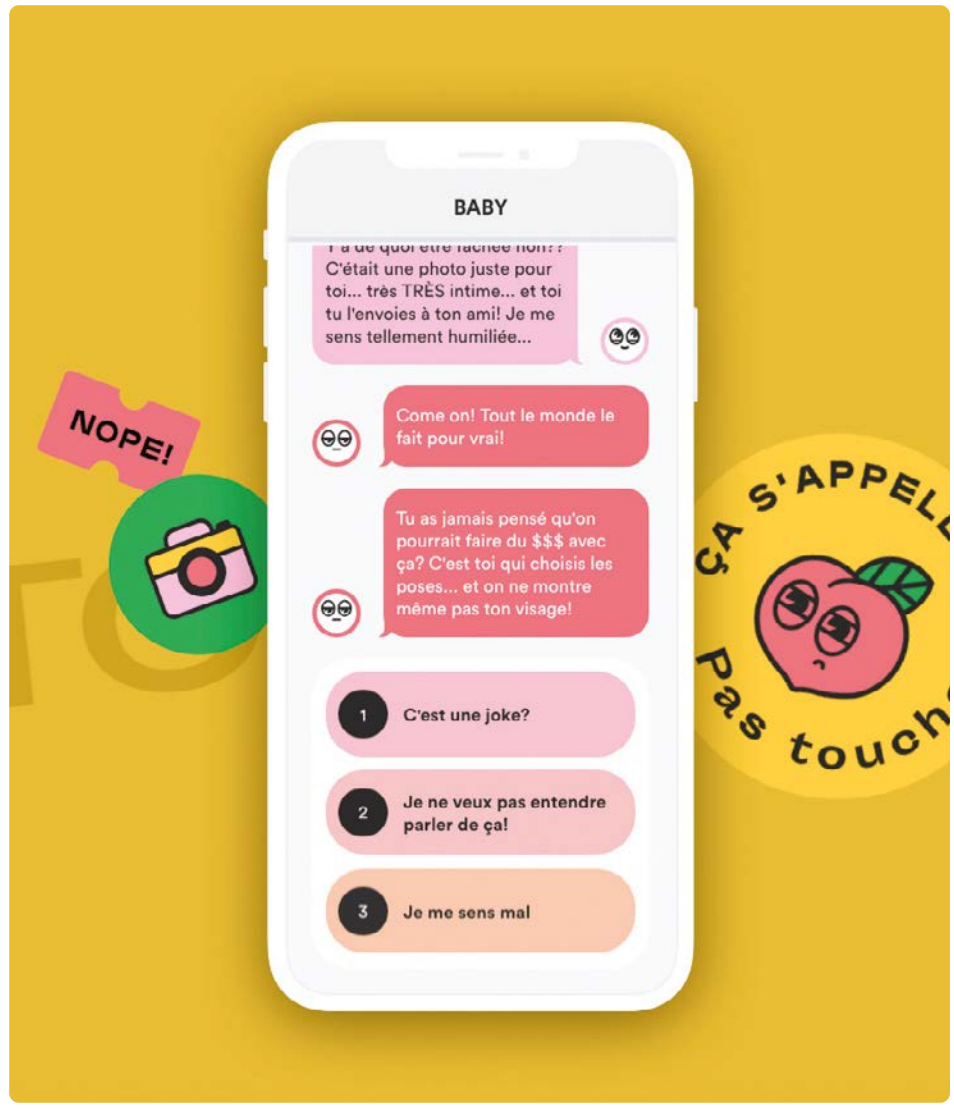
Des mesures sont également mises en place à l'UdeM pour soutenir les victimes. La secrétaire générale de la FAÉCUM, Sandrine Desforges, mentionne les consultations offertes sur le campus. *« La FAÉCUM envoie les étudiantes et les étudiants aux prises avec ce genre de situation vers le Bureau d'intervention en matière de harcèlement (BIMH), qui est davantage outillé pour les aider,* détaille-t-elle. *Pour les considérations de santé, qu'elle soit physique ou psychologique, on recommande alors le Centre de santé et de consultation psychologique (CSCP). »*

La campagne de sensibilisation « Sans oui, c'est non ! », présentement en cours, porte également sur la démystification de la violence à caractère sexuel au sein des couples.

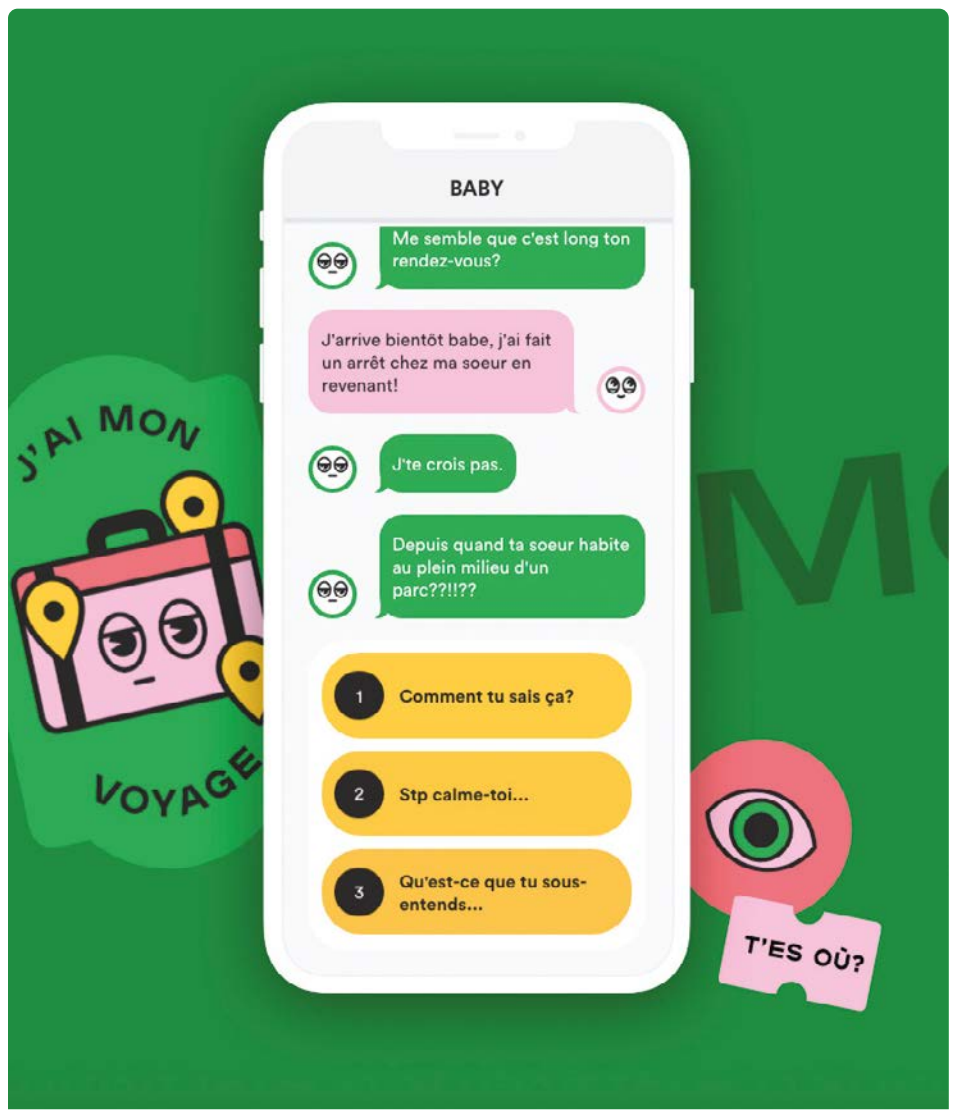
Selon Laura, pour que cette aide soit efficace, il faut que la victime accepte d'abord de se confier. *« Je ne suis pas allée chercher de l'aide à l'Université, parce que sur le moment, même si je souffrais, je n'avais pas l'impression que c'était si grave que ça, pas assez en tous cas pour en parler à ce genre de service »,* précise l'étudiante. Laura estime que c'est le manque de sensibilisation, plutôt que son jeune âge, qui l'a empêchée de reconnaître la situation qu'elle vivait.

1. Nom fictif, l'étudiante préférant garder l'anonymat.

2. Ministère de la Sécurité publique du Québec, statistiques de 2015.



Le site cestpasviolent.com permet de simuler une conversation où l'utilisateur peut répondre à son compagnon violent. À la fin de la conversation, l'internaute est redirigé vers des informations expliquant les raisons pour laquelle les messages sont considérés comme violents.



Images : Courtoisie SOS violence conjugale

LA SEMAINE DE LA TRANSITION

La nouvelle Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES) souhaite organiser une semaine de la transition afin d'amener les étudiants à réfléchir à des solutions qui garantissent leur avenir face à la crise climatique. Cette initiative prendrait la forme d'une grève qui se tiendrait dans les salles de classe plutôt que dans la rue.

PAR EMMA GUERRERO DUFOUR

Photo : Jacob Côté

Le 4 février, la création de la CEVES a été annoncée à l'UQAM en conférence de presse.

La CEVES, officialisée à l'automne 2019, a annoncé, lors d'une conférence de presse tenue le 4 février dernier, sa volonté d'organiser une semaine de la transition sur tous les campus universitaires du Québec du 30 mars au 3 avril.

La branche udemienne de la CEVES encourage les associations à faire voter une grève le vendredi 3 avril, pour exiger le désinvestissement financier des énergies fossiles de l'UdeM. Selon l'étudiante à la majeure philosophie et à la mineure en environnement, Dalie Lauzon Vallières, membre du comité CEVES-UdeM, la coalition propose également la mise en application d'alternatives éducatives ayant pour but de préparer de façon adéquate la population étudiante de l'UdeM aux défis du XXIe siècle.

Une grève pas comme les autres

Le comité propose un changement de tactique. *« On utilise le temps de grève pour créer des espaces d'éducation populaires au sein des institutions scolaires, au lieu d'aller dans les rues »,* explique Dalie. L'étudiante précise que ce changement est nécessaire pour sortir du moule coercitif de la grève, qui rebute, selon elle, plusieurs membres de la communauté étudiante.

« Le but n'est pas de faire juste une grève, mais bien des panels, des tables rondes, des conférences organisées par la CEVES, les associations étudiantes et les comités qui voudront s'y associer », précise Dalie. Elle ajoute que la CEVES-UdeM souhaite soutenir les initiatives des regroupements et associations au niveau de la mobilisation.

> *« On veut ouvrir l'espace et démocratiser la lutte. On veut transformer ce qu'on entend par "grève", l'utiliser différemment. »*
>
> Dalie Lauzon Vallières
> Membre du comité CEVES-UdeM

« L'idée est venue après qu'on se soit confrontés à plusieurs barrières, développe l'étudiante, au sujet des dernières mobilisations. *Faire des grèves, des manifestations devant des gouvernements qui ne réagissent pas, ça désespère. »* La dernière grève organisée par les membres de cette nouvelle coalition remonte au 27 septembre 2019 et avait attiré environ 500 000 personnes dans les rues de Montréal.

« On veut ouvrir l'espace et démocratiser la lutte, soutient l'étudiante. *On veut transformer ce qu'on entend par "grève", l'utiliser différemment. »* Pour elle, la semaine de la transition permettra l'ouverture d'une discussion dont le but sera de lier l'apprentissage à la réalité de la crise environnementale.

Adapter l'éducation à la transition

« L'Université est censée nous garantir un avenir, avance Dalie. *En ce moment, pour la communauté étudiante, il y a une perte de sens, on ne se sent pas outillés. »* D'après elle, utiliser les espaces éducatifs pourrait aider les membres de la communauté étudiante à donner un sens à leurs études. Cela permettrait de réfléchir, selon les champs d'études, à la manière dont on peut lutter contre la crise environnementale.

À la demande d'étudiants impliqués dans le mouvement La Planète s'invite à l'Université, le professeur à HEC Yves-Marie Abraham, spécialiste en sociologie, en anthropologie de l'économie et en décroissance soutenable, compte participer à la semaine de la transition. Il prendra notamment part à une conférence dans laquelle il abordera son thème de prédilection : la décroissance. *« Toute mon activité à HEC va dans le sens de la transition* », détaille-t-il. Pour lui, inclure des notions liées aux bouleversements climatiques dans l'enseignement de toute discipline est un devoir moral. *« C'est un devoir d'enseignant, un devoir de chercheur aujourd'hui, d'intégrer des notions comme l'anthropocène* (voir encadré)*, cette nouvelle ère de l'histoire de la Terre* », soutient le professeur.

M. Abraham se réjouit de voir les efforts de certains membres du corps professoral de HEC pour introduire des notions comme celle du développement durable dans les cours. *« Les étudiants sont de plus en plus nombreux à le demander, et de plus en plus de profs font de la recherche dans cette direction »*, affirme-t-il. Il estime néanmoins que la notion pourrait être plus développée dans le cadre des cours.

Nous avons sollicité l'UdeM. Nous n'avons pas eu de réponse avant de mettre sous presse.

L'ANTHROPOCÈNE désigne l'ère géologique actuelle, caractérisée par des signes visibles des répercussions de l'être humain sur son environnement, notamment sur le climat et la biosphère.

LUTTER POUR LA LIBÉRATION ANIMALE

Au cours du mois de janvier, plusieurs restaurants montréalais ont été la cible de manifestations ou de vandalisme de la part de militants antispécistes. Plusieurs experts donnent leur avis sur cette idéologie et les récentes actions qui divisent au sein de la communauté antispéciste.

PAR LÉA BEAULIEU

Photo : Jacob Côté

Selon les membres de CASA, les être vivants aquatiques sont sous-représentés dans la communication antispéciste.

«L'*antispécisme est un mouvement social de défense des droits des animaux, visant à leur faire reconnaître les mêmes considérations morales que les humains »*, explique la membre du Comité antispéciste pour la solidarité animale (CASA) de l'UQAM Véronique Mc Neal. Selon elle, l'antispécisme exige d'agir de manière équitable avec les animaux et de leur reconnaître des droits juridiques selon leurs besoins et leurs capacités, comme le droit à la vie. Les antispécistes se positionnent ainsi contre la discrimination basée sur l'espèce. « *Donc, à l'opposé du spécisme, qui serait plutôt orienté vers une hiérarchisation des espèces, les antispécistes ne pensent pas qu'ils ont besoin d'exploiter les animaux pour leur survie, et conséquemment, ils pensent que ce serait mal de le faire d'un point de vue moral »,* précise Véronique.

Guillaume Beauchamp, membre de la Société pour l'antispécisme, le véganisme et l'écologie (SAVE) de l'UdeM, détaille ce propos. *« Il ne s'agit pas de l'égalité des droits, mais de l'égalité des intérêts, selon les capacités de chacun à utiliser ses droits. »* À titre d'exemple, il avance que le mouvement n'accorderait pas le droit à une éducation gratuite et accessible à des cochons, comme ces derniers n'ont ni la capacité ni l'intérêt de jouir de ce droit. Selon lui, ce sont des droits comme ceux de vivre, de développer des relations ou le droit à la liberté de mouvement que les antispécistes revendiquent.

« Cela implique une reconsidération de la société et une réorganisation de la politique », indique la membre de CASA Marilou Boutet. Selon Véronique et elle, c'est en ce sens que l'antispécisme se distingue du végétalisme, lequel est plutôt dépolitisé et pourrait se définir comme un mode de vie axé sur la consommation. L'arrêt de l'achat de produits d'origine animale est alors vu comme un choix personnel.

La place du militantisme dans le mouvement

« Le militantisme fait partie intégrante de l'antispécisme », affirme Véronique. Selon elle, il vise à exercer une pression sur les institutions gouvernementales, à donner de la visibilité au mouvement et à faire de la conscientisation.

La présidente de la SAVE, Sarah Fravica, se dit favorable à des actions pacifiques pouvant entraîner des arrestations. *« Parfois, ça prend du dérangement pour attirer l'attention des gens »,* explique-t-elle. Elle fait toutefois valoir que l'activisme ne se résume pas à des actes radicaux. *« Beaucoup d'actions militantes se font quotidiennement, sans être considérées comme radicales »,* ajoute-t-elle. Selon Sarah, les actions peuvent prendre la forme de projection de documentaires, de conférences ou de campagnes de visibilité.

Des actions qui divisent

En janvier 2020, des militants antispécistes sont entrés dans le restaurant montréalais Joe Beef, lors du service du souper, en scandant des discours activistes. Au cours du même mois, les restaurants Manitoba et Vin Mon Lapin ont aussi été la cible d'actions militantes, cette fois-ci non revendiquées. De la colle a été insérée dans leurs serrures et une lettre leur a été laissée, comme l'a confirmé la copropriétaire du Manitoba, Elisabeth Cardin, à *Quartier Libre*. *« La lettre, un peu menaçante, disait qu'on avait du sang sur les mains, qu'on était complices du meurtre d'oies »*, relate Mme Cardin.

Les actions militantes divisent, même au sein du mouvement. Marilou approuve les actes entrepris envers le restaurant Joe Beef ainsi que ceux commis contre les restaurants Manitoba et Vin Mon Lapin. *« Ça a beaucoup fait parler et il n'y a pas eu de violence »*, assure-t-elle. Véronique, pour sa part, les remet en question. Selon elle, le collectif CASA tend à adopter des actions qui ne visent pas directement à culpabiliser les personnes ou les petites entreprises qui ne sont pas antispécistes ou véganes. *« Ce genre d'action met la pression sur des individus plutôt que sur des institutions,* soutient-elle. *Et nous, dans nos actions, on vise à faire pression sur les institutions, notamment gouvernementales. »*

Le président des restaurants végétaliens La Panthère Verte, Chaim Shoham, estime qu'il faudrait trouver une manière plus respectueuse de sensibiliser la population. *« On pourrait travailler ensemble, partager des idées et créer des repas exceptionnels avec des produits éthiques, biologiques et responsables »,* propose-t-il. M. Choham estime que le dialogue entre les acteurs devrait primer sur les actions radicales.

Mme Cardin dénonce ces pratiques, qu'elle estime arrogantes et qui, selon elle, éloignent le public du message des activistes. *« Les antispécistes devraient encourager les entreprises locales et les restos plus axés sur l'environnement et la conscience alimentaire, comme nous, au Manitoba »,* suggère-t-elle.

Pourquoi cibler des petites entreprises ?

Des reproches ont été dirigés vers les militants pour avoir ciblé des petites entreprises qui prennent en considération les conditions d'élevage et d'abattage, plutôt que des compagnies qui encouragent l'élevage industriel. *« Les entreprises comme McDonald's vont être difficiles à conscientiser, par rapport à un petit commerce qui fait des efforts au niveau environnemental,* défend Guillaume. *Puis, on a vu que cela peut leur amener une vague de sympathisants, ce qu'on ne souhaite pas amener aux grosses entreprises. »*

Marilou ajoute que des actions pour s'attaquer aux grands commerces sont aussi organisées. Selon elle, ce choix de cible a eu l'avantage de créer davantage de réactions qu'un acte contre une grande société commerciale. *« Peu importe le mouvement, c'est impossible de trouver une façon de militer qui va plaire à tous, d'où l'importance de l'aborder sous plusieurs angles »*, fait-elle valoir.

Les antispécistes rejettent l'idée d'« omnivorisme éthique » (voir encadré). « *Je pense que c'est un mythe, de meilleures conditions de vie ne justifient pas une mise à mort*, dénonce Véronique. *Au contraire, plus les animaux sont heureux, plus ils ont intérêt à vivre. »*

Pour les militants antispécistes, quelles que soient les conditions de vie des animaux ou les répercussions environnementales d'une entreprise, rien ne justifie leur exploitation.

«OMNIVORISME ÉTHIQUE»

L'« omnivorisme éthique » est la pratique de consommer de la viande considérée comme « éthique », à travers de petits producteurs soucieux du bien-être animal lors de l'élevage et de l'abattage.

UTILISER L'IA DANS L'HUMANITAIRE

L'intelligence artificielle (IA) a le potentiel d'être utilisée pour améliorer les interventions des organismes humanitaires. Cette technologie est encore en cours de développement dans ce domaine, mais plusieurs projets voient le jour.

PAR DAVE BRYAN NGO BAYEMECK

Le Mila regroupe 300 chercheurs spécialisés dans l'intelligence artificielle.

Photo : Dave Bryan Ngo Bayemeck

« *La plupart des organisations humanitaires essayent d'emboîter le pas des nouvelles technologies comme l'IA* », explique le stagiaire postdoctoral au Département de philosophie et d'éthique appliquée de l'Université de Sherbrooke, Guillaume Dandurand. Le postdoctorant travaille sur les attentes technologiques au sein du développement d'outils numériques dans les projets humanitaires.

L'IA en soutien aux organismes

Selon le chercheur, l'IA peut représenter un atout pour le travail des organismes humanitaires. *« L'IA peut être utilisée pour construire des cartes, en améliorant les clichés flous pris par les satellites,* illustre-t-il. *La densité de l'information pourrait être améliorée. »*

> ***« Les projets visant à utiliser l'IA dans l'aide humanitaire sont plus en développement présentement qu'en opération. »***
>
> Guillaume Dandurand
> Stagiaire postdoctoral à l'Université de Sherbrooke

M. Dandurant avance que plusieurs projets se développent au sein de différentes ONG. « *Il y a des projets qui sont déployés ou en cours avec Médecins Sans Frontières ou avec la Croix-Rouge. »* Il donne l'exemple du *World Food Program and Place*, qui a pu obtenir une représentation plus précise de certains espaces sur la planète grâce à l'IA L'organisation a pu acquérir une carte qui répertorie la situation de la faim dans le monde et a pu mieux organiser ses interventions auprès des personnes souffrant de malnutrition.

Visualiser le changement climatique

La chercheuse postdoctorale au Mila, Sasha Luccioni, travaille actuellement sur un projet d'utilisation de l'IA pour visualiser le changement climatique. *« Notre plateforme a pour but de transformer les projections climatiques en une carte visuelle, qui donnerait des indications futures sur le climat et les risques qui auront lieu dans certaines zones »,* précise la chercheuse.

Si cette plateforme a essentiellement pour objectif de conscientiser la population sur les changements climatiques, elle pourrait également permettre aux organismes gouvernementaux de prévenir les problèmes et d'intervenir plus efficacement.

Partenariat avec les entreprises

M. Dandurand avance que les organisations humanitaires n'ont pas toujours les ressources ni l'expertise pour développer elles-mêmes des outils utilisant l'IA Les ONG peuvent alors créer des partenariats pour bénéficier de ces technologies. *« Google a récemment commencé à travailler avec Médecins Sans Frontières, car il possède les ressources nécessaires »,* souligne-t-il. Selon un communiqué de l'organisation humanitaire, celle-ci a reçu une bourse de 1,3 million de dollars en 2019 de la part de Google, dans le cadre de la compétition « AI Global Impact Challenge ». Ce prix doit aider l'ONG à développer une application permettant de diagnostiquer la résistance aux antibiotiques dans les milieux à faibles ressources.

Mme Luccioni voit ces associations comme une avancée positive. *« C'est une bonne intention que l'on pourrait pousser encore plus loin »,* déclare-t-elle. Selon elle, ces subventions et associations ont, pour la plupart, des conditions éthiques pertinentes, comme l'obligation de ne pas utiliser l'IA à des fins commerciales.

L'IA limitée et pas toujours utile

« *Les projets visant à utiliser l'IA dans l'aide humanitaire sont plus en développement présentement qu'en opération »,* rappelle M. Dandurand. Il ajoute qu'il faudra attendre un certain temps avant de voir l'usage de l'IA se développer de manière conséquente dans les organisations humanitaires.

« La limite la plus importante à l'utilisation de l'IA dans l'humanitaire serait le déploiement, poursuit Mme Luccioni. *Même si, par exemple, on arrive à déterminer, grâce aux données, les directions de fuite des populations lorsqu'un tsunami frappe, les ONG ont des protocoles stricts d'évacuation. »* Selon la chercheuse, il faudrait une coordination préalable entre les chercheurs et les ONG pour que les travaux soient utiles.

Utiliser l'IA dans l'aide humanitaire n'apporte pas toujours de résultats. Guillaume Dandurand a travaillé sur l'intégration d'algorithmes intelligents à une plateforme facilitant le partage d'informations entre experts pour un organisme humanitaire. *« Un* chatbot *devait permettre de communiquer avec le plus de gens possible de manière à optimiser l'envergure de la collecte d'information dans des contextes d'urgences humanitaires*, explique le chercheur. *Seulement, cet algorithme ne valide pas la pertinence et la fiabilité des informations recueillies. »* Selon M. Dandurand, les concepteurs ont abandonné la conception du *chatbot* pour privilégier l'apport d'experts par l'envoi d'un lien, à l'aide de moyens de communication plus traditionnels.

DES FILMS POUR ÉVEILLER LES CONSCIENCES

Le Réseau des diplômés et des donateurs de l'UdeM présentera une ciné-conférence portant sur les impacts des changements climatiques le 20 février prochain. Le cardiologue environnemental et professeur agrégé de clinique à la Faculté de médecine et à l'École de santé publique de l'UdeM, le docteur François Reeves, animera cette soirée qui se veut éducative, mais aussi ludique.

PAR MAUDE OUELLET

C'est à partir de l'adage *Une image vaut mille mots* que le conseiller aux relations avec les diplômés, Jérémie Desport, a élaboré le concept des ciné-conférences. *« Le but de cet évènement est de permettre aux gens qui sont éduqués en termes de science, comme à ceux qui ne le sont pas du tout, de ressortir avec des outils et d'apprendre de façon très simple et ludique »,* explique-t-il.

Pour cette deuxième édition des ciné-conférences, les organisateurs ont misé sur le film-catastrophe *Phénomènes* du réalisateur M. Night Shyamalan. Le film, sorti en 2008, met en scène un professeur de sciences qui tente de survivre à un mystérieux fléau poussant des milliers de personnes au suicide. *« Ça montre que l'homme est en surpopulation et se multiplie sans vouloir changer sa façon de vivre,* poursuit M. Desport. *Il essaie toujours de troquer un morceau de forêt contre un morceau de béton. »*

Pour l'organisation des conférences, le conseiller s'assure que le film ait rencontré un certain succès afin d'attirer le public, mais aussi qu'il fasse écho aux propos de l'expert-conférencier. L'intrigue de *Phénomènes* repose justement sur la relation entre la santé humaine et l'environnement.

Un cardiologue pas comme les autres

Pour choisir les experts-conférenciers de ces évènements, M. Desport prend en compte les talents de vulgarisateur de l'intervenant, mais aussi leur expertise particulière. *« Si on parle du docteur Reeves, c'est quelqu'un qui se différencie par rapport à son approche de cardiologue environnemental,* souligne-t-il. *C'est un des rares cardiologues au Québec qui prescrit des balades en forêt à ses patients. »*

Le docteur Reeves, diplômé de l'UdeM en 1982, est un habitué des conférences. Il en a donné partout autour du globe pour expliquer les impacts du climat sur la santé, dans les dernières années.

M. Desport explique que dans un premier temps, le cardiologue se présentera, pour ensuite laisser place à un long-métrage. Une fois la projection terminée, il reviendra sur les moments clés du film qui permettent de démystifier les impacts des changements climatiques sur la santé humaine. Il établira notamment des liens avec son champ d'expertise, l'écocardiologie, en insistant sur les bienfaits des activités extérieures, de l'alimentation locale ainsi que des modes de transport non polluants.

Un évènement récurrent

Le Réseau des diplômés prend toujours soin de mettre en valeur le conférencier qui prendra la parole, ce qui, d'ailleurs, constitue l'un des principaux objectifs de l'activité. *« Nous voulons montrer qu'il y a des atouts formidables et des personnes exceptionnelles qui sont issues de chez nous »,* soutient M. Desport.

Le conseiller espère que les ciné-conférences gagneront en popularité. « *On souhaite que ça devienne un évènement phare et que les gens passent le mot, parce que c'est un très beau véhicule pour mettre l'UdeM de l'avant. »*

En novembre dernier, le Réseau des diplômés a fait salle comble lors d'une première ciné-conférence sur la gestion du stress et de l'anxiété, avec la psychologue Sonia Lupien. Les prochaines porteront sur le rôle du parent chez l'enfant (au mois d'avril) et sur l'interprétation des rêves (en octobre).

Au moment de mettre sous presse, *Quartier Libre* a été informé que M. Reeves sera remplacé par Mme Claudel Desrosiers pour la conférence du 20 février.

La ciné-conférence du 7 novembre dernier présentait le film *Le mirage* de Richardo Trogi.

Photo : Courtoisie Jérémie Desport

〉 ÉCOCARDIOLOGIE

Différents facteurs peuvent augmenter les risques de développer une maladie cardiaque. Si certains de ces facteurs ne sont pas modifiables, comme le sexe, l'âge ou le bagage génétique, les autres le sont. L'environnement dans lequel nous vivons fait partie de ces facteurs modifiables. L'écocardiologie, ou la cardiologie environnementale, propose une vision de la médecine qui prend en compte les facteurs environnementaux sur la santé humaine.

LA CAUSE ENVIRONNEMENTALE, UN ENJEU MUSÉAL

Avec les changements climatiques, l'environnement est devenu un sujet d'actualité. Les musées n'échappent pas à cette tendance.

PAR DAVID BROSSEAU

Construite à l'origine pour accueillir le pavillon des États-Unis lors de l'exposition universelle de 1967, la Biosphère, énorme structure sphérique de 600 tonnes, a un but précis depuis sa restauration en 1995. *« La Biosphère traite des changements climatiques directement ou indirectement dans chacune de ses expositions »,* explique, dans un communiqué, la porte-parole d'Environnement et Changement climatique Canada, Veronica Petrò.

Le musée a toujours eu pour objectif de présenter les expositions dans une visée éducative. « *La Biosphère a toujours misé sur la pédagogie de l'espoir, qui vise à faire réfléchir, à inspirer et à sensibiliser,* développe Mme Petrò. *Ultimement, elle souhaite outiller les visiteurs pour qu'ils puissent se connecter à la nature, s'engager, prendre des décisions éclairées et passer à l'action.* »

Un virage vert au musée

Selon la chargée de projets au Musée des beaux-arts de Montréal, Caroline Pou, plusieurs efforts sont faits dans les musées pour présenter des œuvres environnementales, mais cette initiative n'est pas mise en place dans n'importe quel type de musée. *« Ça va être beaucoup plus naturel pour un musée de sciences, qui a pour vocation de parler de l'homme, d'écosystème et de son environnement,* précise Mme Pou, qui est titulaire d'une maîtrise en muséologie. *C'est d'ailleurs dans ces musées-là que la préoccupation environnementale a été précurseur. »*

Selon la chargée de projets, malgré les efforts déployés par ces institutions d'art et de connaissances pour penser davantage à l'environnement, les musées ont d'autres préoccupations. *« Malheureusement, les musées sont comme toute entreprise et ont une réalité financière et humaine qui fait que l'environnement ne prend pas 100 % des priorités »,* déplore-t-elle.

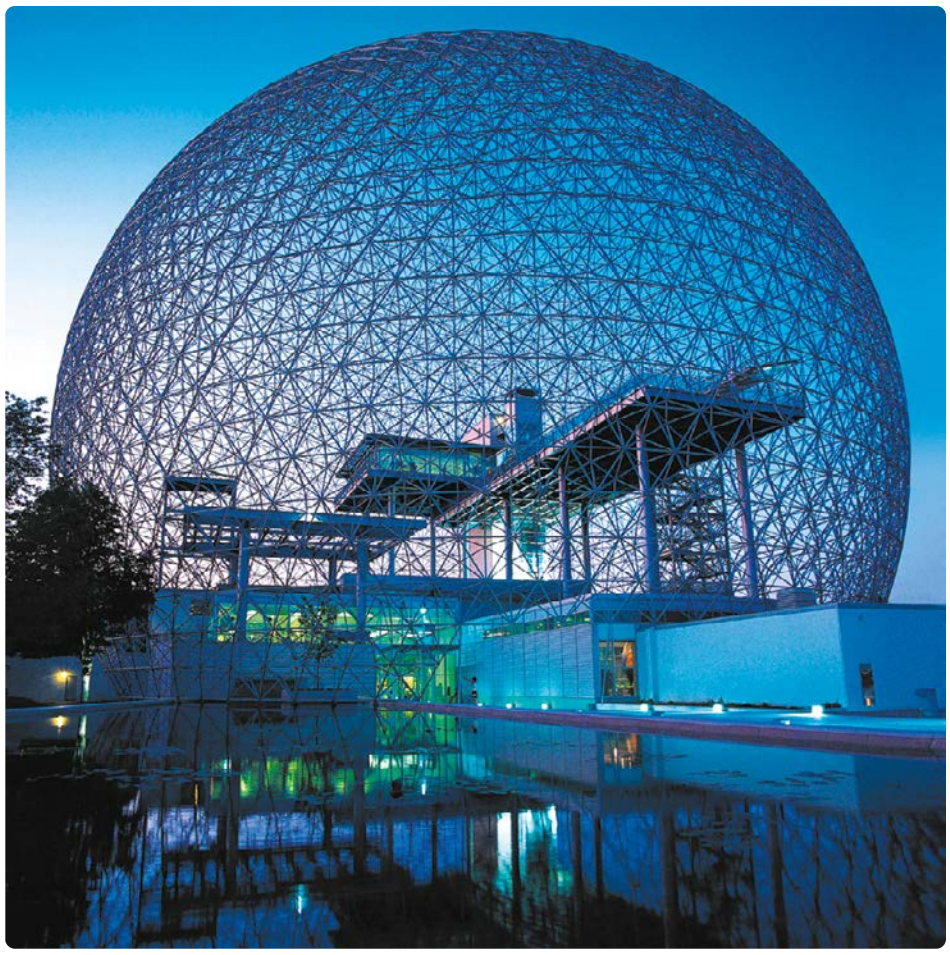
Un objectif de conscientisation

En plus d'être un musée à vocation scientifique, la Biosphère a un objectif de conscientisation. « *Elle invite au dialogue et souhaite encourager les discussions sur les enjeux environnementaux,* souligne la porte-parole. *Elle fait notamment intervenir l'art comme outil de communication et elle présente des spectacles immersifs, des expositions interactives et ludiques.* » On y retrouve d'ailleurs des expositions comme *+1°C qu'est-ce que ça change ?* et *Ceci n'est pas un parapluie*. *« Ces expositions et animations permettent aussi aux visiteurs de découvrir les solutions pour vivre en écocitoyenneté au quotidien* », ajoute Mme Petrò.

Le Musée des beaux-arts de Montréal traite cet enjeu avec une approche très différente de celle de la Biosphère. « *Au musée, on a un comité vert, on fait du recyclage de matériaux aussi,* détaille Mme Pou. *À travers mes recherches, j'ai pu constater que certains musées ouvrent carrément des postes pour des gens qui se spécialisent en environnement. Le Louvre en a un depuis 2010, et au Musée de la civilisation de Québec, une chargée de projet est responsable du développement durable.* »

Pour attirer davantage la population, les musées prennent toutes les précautions possibles. *« La communication environnementale est en constante évolution et la Biosphère adapte ses activités et expositions en lien avec les tendances les plus avant-gardistes en la matière »,* assure Mme Petrò.

Pour Mme Pou, les musées ont une responsabilité sociale bien claire et doivent prendre un virage vert.



Photos : Courtoisie La Biosphère | Musée de l'environnement

L'exposition *Ceci n'est pas un parapluie*, présentée à la Biosphère, aborde le rôle de la météorologie de nos jours.

VERS DES MUSÉES CITOYENS

Sortir du cliché des objets poussiéreux aux descriptions complexes, impliquer le public dans son territoire et dans son histoire, et proposer des expériences ludiques. Voici, l'ambition prise récemment par certains musées de la province. Pour diversifier son public, la muséologie citoyenne propose une nouvelle approche.

PAR CAMILLE BALZINGER

Comment un musée peut-il être plus proche des citoyens ? Telle est la question sur laquelle la professeure d'histoire de l'art de l'UdeM Mme Lamoureux va se pencher au cours des sept prochaines années à travers la Chaire de recherche canadienne en muséologie citoyenne dont elle est titulaire depuis 2018. *« On cherche à revaloriser les collections et à créer de nouveaux récits, on multiplie les référents pour donner du sens à l'art, c'est vraiment une révolution »,* explique la professeure.

Créer le dialogue

Mme Lamoureux détaille que, si en 1972, le rôle du musée est passé de la conservation à la diffusion, depuis une dizaine d'années, les musées ont pris un tournant participatif. *« Cela soulève la question de savoir si l'exposition faisant l'objet d'une médiation peut supporter un discours réciproque, un discours d'échange »,* précise-t-elle. L'objectif est d'enseigner au public, mais aussi d'écouter l'interprétation que celui-ci fait des œuvres pour établir un dialogue.

> *« On va s'intéresser aux initiatives qui changent non seulement cette institution, mais qui changent les acteurs humains, et donc la société. »*
>
> Johanne Lamoureux
> Professeure d'histoire de l'art de l'UdeM

Selon la professeure, la muséologie citoyenne est un élément de ce tournant. *« Elle vise à mobiliser des segments de la population qui ne sont pas classiquement au musée, à les inclure et à travailler de manière critique pour que naisse un sentiment d'appartenance au musée »,* développe Mme Lamoureux. La muséologie citoyenne a une visée réflexive, qui, éventuellement, transforme l'institution. *« On va s'intéresser aux initiatives qui changent non seulement cette institution, mais qui changent les acteurs humains, et donc la société »,* ajoute-t-elle. Elle donne pour exemple le projet « Les mercredis Wiki » du Musée national des beaux-arts de Québec, qui invite les spectateurs à répertorier les œuvres du musée sur le site internet collaboratif Wikipédia, lors d'ateliers organisés selon des thèmes.

L'étudiant du Cégep Saint-Laurent, Elliot Beaudry, et ses parent visitent l'Écomusée pour en apprendre davantage sur la période de la Grande Dépression.

Photo : Jacob Côté

Des interactions bénéfiques pour tous

L'Écomusée du fier monde, à Montréal, se décrit comme un musée historique et citoyen. Son directeur adjoint et responsable de la recherche et des collections, Éric Giroux, explique que le musée concerne un territoire précis, une population qui y vit et qui contribue à transformer celle-ci. *« Après la désindustrialisation du quartier Centre-Sud, les habitants ont voulu mettre en valeur leur histoire et leur patrimoine »,* poursuit-il.

Au moment de sa fondation, en 1980, le musée se voulait citoyen dans les thèmes qu'il abordait. Le seul fait d'attirer en son sein de nouveaux spectateurs issus de milieux populaires était une approche nouvelle et un premier niveau de participation. L'étape suivante a été de faire participer les citoyens à la création des projets du musée.

« L'exposition De l'usine à la cuisine*, par exemple, rassemblait des objets, photos et témoignages de femmes sur leur expérience du travail à la famille, puis leur engagement communautaire »,* explique M. Giroux.

Le musée collabore régulièrement avec les groupes communautaires, à son initiative ou à la leur, comme avec l'Atelier des lettres, où des adultes en cours d'alphabétisation créent une exposition et la présentent. *« Ils vont avoir leur interprétation de l'exposition, qui n'est pas moins valable que la mienne, qui est simplement différente et apporte un autre regard que celui de quelqu'un ayant une formation en histoire de l'art »,* rapporte le directeur adjoint du musée.

M. Giroux précise que ces collaborations profitent à tout le monde. *« Elles attirent les financements ainsi que la recherche universitaire, la participation des citoyens et un public, à travers le réseau des organismes communautaires »,* énumère-t-il. Selon lui, l'essence du musée citoyen se trouve dans l'interaction sociale créée. *« Via les subventions, le gouvernement encourage les musées à développer des plateformes numériques, alors que je pense que le mandat d'un musée est d'accueillir des gens ici »,* souligne-t-il.

Vers tous les musées citoyens ?

La mission que s'est donnée l'écomusée à sa création en fait un cas particulier, selon M. Giroux. *« L'aspect citoyen fait partie intégrante de son ADN »,* commente-t-il.

Le directeur estime que mettre en place des initiatives pour inclure davantage l'implication citoyenne dans tout musée est possible, si les efforts y sont mis. Il affirme néanmoins que le milieu muséal est un secteur surmené par des contraintes de temps, d'énergie et d'argent.

« Il s'agit de mener des initiatives ayant un impact », précise Mme Lamoureux. Elle ajoute qu'il ne s'agit pas de montrer uniquement ce que les gens veulent voir, mais de créer un dialogue en profondeur avec des initiatives significatives.

LA POÉSIE AUJOURD'HUI

Dans le cadre de son cours *Poésie moderne et contemporaine*, le professeur au Département d'études littéraires de l'UdeM et membre du Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoises (CRILCQ), Karim Larose, organise un cycle de conférences ouvert au public. Plusieurs poètes y sont invités à partager leur vision de la poésie d'aujourd'hui.

PAR AMANDINE HAMON

Photo : Jacob Côté

Quartier Libre : **Pourquoi avez-vous décidé d'organiser ce cycle de conférences sur la poésie ?**

Karim Larose : Depuis quelques années, j'ai le sentiment qu'un fossé s'est créé entre l'Université et la poésie contemporaine. Il me semblait important de créer un lien et j'organise donc, chaque année depuis quatre ans, un cycle de conférences au cours desquelles mes étudiants sont en contact avec la poésie actuelle. Ils sont en contact avec la parole des poètes, la perception qu'ils ont de leur propre démarche et le regard qu'ils jettent sur ce que signifiait la littérature quand ils ont commencé à écrire. L'idée est de réfléchir avec les conférenciers sur le texte qu'on a sous les yeux, d'autant plus que la poésie contemporaine représente parfois un défi pour certains lecteurs. La lecture d'un recueil de poésie est comme une marche d'approche où l'on ne finit jamais d'approcher. Je reprendrais la citation du poète Henri Meschonnic : « *la poésie n'est pas obscure parce qu'on ne la comprend pas, mais parce qu'on ne finit jamais de la comprendre* ». Il s'agit de réfléchir à ce qui se dérobe à nous, et on le fait avec les poètes.

Q.L. **: Pourquoi dites-vous qu'il existe un fossé entre l'Université et la poésie contemporaine ?**

K.L. : À une certaine époque, à l'UdeM, un grand nombre de professeurs spécialistes de la poésie québécoise étaient des poètes. On pense notamment à Jacques Brault, qui a été une figure très importante de ce département et qui a aidé à rééditer le recueil de Gaston de Miro, un de ses camarades de discussion. Ces professeurs, très proches de la poésie québécoise, se trouvaient très près des milieux dans lesquels évoluaient les poètes. Avec le temps, je dirais qu'il y a eu de moins en moins de spécialistes de la poésie québécoise à l'UdeM. Le genre s'est marginalisé et le lien s'est donc fait plus délicat. Il m'a semblé important de recréer un dialogue plus fort.

Q.L. **: Est-ce que ces conférences suscitent un fort intérêt de la part du public ?**

K.L. : Absolument. Comme l'entrée est libre, il y a souvent des gens qui viennent de l'extérieur, en plus des étudiants de l'UdeM. Ils peuvent venir écouter et poser des questions, ce qui peut donner lieu à des moments exceptionnels. Nous avions reçu, il y a quelques années, Benoît Jutras, poète contemporain très important. Nous avons aussi reçu l'écrivain Mathieu Arsenault, qui est au centre de ce qui se fait actuellement en matière de poésie québécoise. C'est un lieu qui permet d'accueillir la parole de personnes qui ne sont pas nécessairement à l'aise avec la prise de parole en public. Les poètes ne sont pas forcément tous des tribuns. Parfois, cela donne lieu à quelque chose de maladroit, mais qu'on accueille aussi bien.

Q.L. **: Comment se porte la scène poétique québécoise en 2020 ?**

K.L. : La poésie québécoise me semble particulièrement vivante, en très bonne santé ! Parfois, on a l'impression qu'elle n'a pas beaucoup de visibilité ou qu'elle est en retrait, mais au contraire, il existe des poètes dont l'œuvre est extrêmement forte. Ils travaillent avec beaucoup de détermination et innovent. Beaucoup d'évènements permettent d'initier un dialogue entre ces poètes. On sort plus de livres qu'auparavant, même si la publication d'un recueil est un moment fondamental pour le poète. On voit de plus en plus d'autres formes d'expressions s'imposer, comme le micro libre ou encore les soirées de lecture. Ces dernières années, la poésie s'est incarnée dans tous ces lieux. On peut aussi penser aux vidéos poèmes et aux poèmes sur les scènes, notamment dans les festivals. On assiste à un éclatement des formes dans la poésie.

La première séance du cycle de conférences de Karim Larose a eu lieu le 4 février dernier. La seconde se tiendra le 10 mars et la troisième le 7 avril.

UNE VISION CULTURELLE À TRAVERS DES TRAVAUX SCIENTIFIQUES

Exposer le savoir médical et lui donner un sens culturel, tel est le défi qu'ont relevé deux étudiants en muséologie de l'École du Louvre de Paris, Benjamin Carcaud et Cosima Coulet. L'exposition qu'ils ont créée conjointement avec la Bibliothèque des livres rares et des collections spéciales (BLRCS) de l'UdeM porte sur le travail du radiologue Léo Pariseau.

PAR MAUD LAMONTAGNE-LÉTOURNEAU

Cosima Coulet et son collègue Benjamin Carcaud, tous deux étudiants à l'École du Louvre de Paris, ont participé au séminaire en muséologie canadienne donné à Montréal. C'est lors de leur dernière session d'été que la BLRCS leur a donné le mandat de créer une exposition inspirée de la collection du radiologue Léo Pariseau. « *Nous nous sommes intéressés à lui, principalement à cause du lien que l'on a fait entre la manière dont il écrivait l'histoire de la médecine et notre vision de l'histoire de l'art* », explique l'étudiante.

Les ouvrages et les objets de la science médicale collectionnés par Léo Pariseau servaient de matériel pédagogique pour ses pairs.

Photos : Jacob Côté

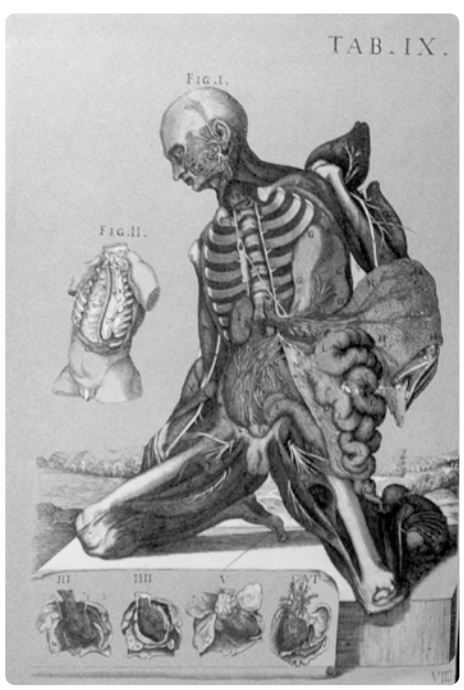
LÉO PARISEAU

- diplômé de l'Université Laval à Montréal en 1904.
- enseignant à Polytechnique Montréal.
- directeur du département radiologique de l'Hôtel-Dieu de Montréal.
- premier président de l'Association francophone pour le savoir.
- fondateur de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences avec le frère Marie-Victorin.

Entre culture et médecine

La collection Léo-Pariseau a été acquise par l'UdeM en 1943 et compte plus de 4 000 ouvrages. Cosima rapporte que le radiologue et historien des sciences a accumulé, tout au long de sa vie, des livres anciens, des gravures et autres objets. Bien que ses racines soient ancrées dans la médecine, il a élargi sa collection à d'autres champs d'intérêts comme la gastronomie, l'art, l'histoire et l'astronomie.

« *Nous avons assez rapidement exclu la possibilité de présenter une histoire de la médecine telle que Léo Pariseau l'avait développée* », précise Cosima, en évoquant la démarche qu'elle et son partenaire ont effectuée en voyant l'étendue de la collection. L'exposition relate la mission que s'est donnée le radiologue, dont l'objectif était de promouvoir l'histoire de la médecine en constituant une bibliothèque de première importance.



L'exposition

L'exposition est présentée sous la forme d'une ligne du temps, qui retrace le développement de la collection personnelle du radiologue. Le contenu médical est imagé au moyen d'objets et de livres anciens, accompagnés de citations de Pariseau.

Vingt-et-une vitrines présentent des objets et archives qui expliquent l'univers de Léo Pariseau de façon plus concise et intelligible que son impressionnante collection originale. « *Par ailleurs, nos recherches nous faisaient découvrir cette personnalité attachante, passionnée et curieuse,* souligne l'étudiante. *Il nous a semblé essentiel de replacer les expositions de Léo Pariseau dans leur contexte, mais aussi son public, le rapport de sa pratique de collectionneur avec sa profession de radiologue.* »

Les deux étudiants se sont permis de conserver leur point de vue, axé sur les sciences humaines et l'histoire de l'art. « *C'est sans doute très différent de ce que Léo Pariseau voyait,* admet Cosima. *Répéter ce qu'il avait déjà fait nous semblait à la fois peu intéressant et difficile à expliquer. Nous avons essayé de faire de notre vision, un peu décalée par rapport à celle du médecin, une richesse pour l'exposition.* » Selon elle, tout en restant fidèles à l'esprit du radiologue, qui incite à garder une pensée critique à travers la recherche, les deux étudiants ont su interpréter la collection de façon créative.

« *Il y a des livres extraordinaires,* ajoute-t-elle. *Certains sont très beaux. D'autres ont bouleversé la science et ont eu un réel impact sur le monde que nous connaissons. L'un de mes préférés est un recueil d'animaux, tous dessinés sur le vif, avec un castor particulièrement délirant.* »

L'exposition, intitulée *Exposer le savoir. Collection Léo-Pariseau,* est présentée à la Bibliothèque des livres rares et collections spéciales (BLRCS) de l'Université de Montréal jusqu'au 30 avril 2020.

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*.

FACTURE

PAR : LA COMMUNAUTÉ ÉTUDIANTE
À : GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

MONTANT DÛ ..... 277 M$

MONTANT PERÇU ..... 80 M$

SOLDE EN SUSPEND : 197 M$

MONSIEUR ROBERGE, OÙ EST NOTRE ARGENT?

Pour en savoir plus :
unionetudiante.ca/ouestnotreargent

Où est notre argent ?

UNION ÉTUDIANTE DU QUÉBEC

Fédération étudiante collégiale du Québec
Unis par la force d'une voix